

hebd

DOSSIER « ELECTIONS »
 PORTRAIT DE R. BARRE

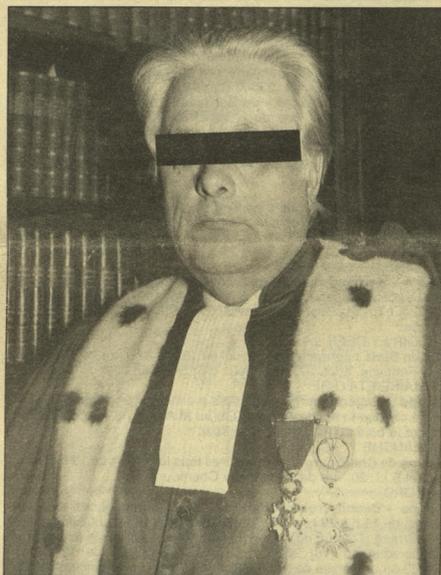
GENERATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°698 JEUDI 10 MARS 1988 10,00 F



APPEL AUX TRAVAILLEURS



ILS SABOTENT LE DROIT DE GREVE !

Editorial

Il paraît qu'au présidoscope, la cote du présidentiable Barre baisse. Ça a même fait la une d'un quotidien parisien du matin. Pour la première fois Jacques Chirac devance Raymond Barre dans les intentions de vote au premier tour (21,5% contre 21%). Ça va sûrement branler dans le manche alors que sur les murs et les espaces publicitaires de nos villes, Barre exhibe sa fiole agrémentée de dictons « populaires ».

Sûr que, question profil, Chirac présente plus battant que le Lyonnais, mais assure-t-il autant ? Le discours politique ça peut toujours aller avec les feux de la rampe, mais qu'en sera-t-il demain avec ce qu'il est convenu d'appeler le « panier de la ménagère » ?

Mitterrand est, paraît-il, assuré de son succès au second tour. En sortant de la pyramide de verre, il a dit que sa décision était prise, mais qu'avant tout il gardait la main sur le manche. On s'en serait douté...

Pourtant au-delà des marionnettes qui s'agitent autour de l'élection présidentielle, il y a le problème des salaires, du pouvoir d'achat. Le S.M.I.C. (salaire moyen inter-catégoriel) était réputé pour représenter le minimum vital pour un travailleur en France. Cela semble encore trop pour le patronat français qui veut le moduler sur une année.

Le C.N.P.F. trouvait déjà que les heures supplémentaires et les jours fériés handicapaient la hausse de leur profit, maintenant ils veulent baisser le minimum vital. Des salariés corvéables à merci, l'individualisation des salaires, l'abandon des conventions collectives, le futur n'est pas resplendissant pour le mouvement ouvrier.

Avant l'an 2000, on voudrait nous concocter une Europe où tout le monde œuvrerait pour le profit capitaliste. A nous, par nos luttes, de bâtir l'alternative à l'Etat et au capital !

communiqués éditions

• LILLE
Le programme de la « Voix sans maître », émission du groupe Benoit-Brouchoux, chaque vendredi de 21 h à 23 h, sur Radio-Campus (99,6 MHz) est le suivant : vendredi 11 mars, « Bilan de la journée internationale des femmes » ; vendredi 18 mars, « Interview d'une militante du G.F.E.N. (Groupement français d'éducation nouvelle) » ; vendredi 25 mars, « Quelle alternative face au vote ? », analyses et propositions anarchistes.

• LILLE
La bibliothèque de prêt du Centre culturel libertaire Benoit-Brouchoux compte désormais plus de 700 titres. Un catalogue a été publié. Il est disponible aux heures de permanence.

• AIX-EN-PROVENCE
La liaison d'Aix-en-Provence tient une table de presse chaque jeudi de 12 h 30 à 17 h, dans le hall d'entrée de la faculté de sciences humaines.

• ANGERS
Le groupe d'Angers de la Fédération anarchiste organise une conférence-débat publique, le jeudi 17 mars, sur « La grande pauvreté en France », avec Pierre Martial, auteur d'un livre sur le sujet. Film à 20 h : « Affreux, sales et méchants » de Marco Ferreri. Conférence-débat, à 21 h 30, à la salle Daviers, 5, boulevard Daviers à Angers.

• TOURS
Le groupe de Tours de la Fédération anarchiste organise un meeting le 22 mars, à 20 h à la faculté de Lettres. Le thème en sera : « Agir au lieu d'élir, comment ? », seront présents des camarades ayant participé aux luttes de 1986 (étudiants, instituteurs, postiers).

• TOULON
Le groupe région toulonnaise tiendra un stand au 3^e Festival du Livre, les 11, 12 et 13 mars, salle Gérard-Philippe à la Garde. Conférences sur : le roman historique, la Révolution de 1789 en Provence, etc. Des expositions et des spectacles sont prévus au programme (entrée libre).

• VAUCLUSE
Une liaison est en création dans le Vaucluse, les sympathisants désirant entrer en contact avec celle-ci peuvent écrire aux Relations intérieures, qui transmettront.

sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Social : Le droit de grève, Tensions à la R.A.T.P., Amis lecteurs — PAGE 4, Luites : Les « points oranges », Grève à Chausson, Toulouse : « provocation » — PAGE 5, Social : Le congrès de la F.E.N. — PAGE 6, Société : Hôpital, silence sur l'essentiel !, Provocation au suicide — PAGE 7, Dans le monde : Femmes vietnamiennes (1^{ère} partie) — PAGE 8, Dans le monde : U.R.S.S., Les anarcho-syndicalistes dans la Ruhr — PAGE 9, Informations internationales : Anarchisme et jeunesse en Pologne, Libération de deux prisonniers en Pologne, Communiqué — PAGE 10, Archives : Le libéralisme existe-t-il vraiment ? — PAGE 11, Expressions : Le dernier Picasso, Valérie Teneze, Cinéma, Mort d'un bluesman, Mai 68 : rencontres, Spectacle — PAGE 12, Politique : Raymond Barre.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

• BROCHURE
Le groupe anarchiste Kropotkine vient d'écrire une brochure consacrée aux « départements français d'Amérique », dans laquelle est abordée la situation politique et économique de la Guadeloupe et de la Guyane ainsi que de l'évolution des mouvements indépendantistes. Elle est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F.

• « LE FARFADET »
La liaison de Nantes édite un journal « Le Farfadet », il est possible de se le procurer sur le marché de Talensac, tous les samedis matins, auprès des militants lors de vente du « Monde libertaire ».

• BRIQUET
Le groupe de la Fédération anarchiste et le Collectif anarchiste de Bourgoin-Jallieu ont édité un brique « Ni Dieu ni Maîtres », rouge sur fond noir (prix : 15 F). Pour toute commande : « Contre courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• BROCHURE
Après le « Lexique de l'anarchisme », les éditions Akatene viennent de rééditer une brochure d'Aristide Lapeyre, « Libres opinions sur Pierre-Joseph Proudhon ». Cette brochure est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 10 F l'unité.

• CARTES POSTALES
A l'occasion de la sortie du n° 2 d'« Itinéraire » consacré à Sacco et Vanzetti (30 F l'exemplaire, abonnement : « Itinéraire », 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles), et en soutien à cette revue, quatre cartes postales se rapportant à l'affaire viennent de voir le jour. Elles sont en noir et blanc, en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 3 F l'unité. Rappelons que pour la parution du 1^{er} numéro d'« Itinéraire », c'étaient neuf cartes postales en couleurs sur la presse de la révolution espagnole qui furent éditées et sont encore disponibles aux prix de 4,50 F l'unité.

• « INFOS »
A partir d'aujourd'hui, le n° 22 d'« Infos » est dans les rayons des librairies perpignnaises. L'éditorial ouvre sur : le mélange détonnant du « fric » et de la politique ; Mai 68, déjà 20 ans et pas une ride ; la révolution s'allonge sur le divan du « psy » ; les réponses des antimilitaristes et des pacifistes à la militarisation toujours plus grande de la société... c'est globalement le premier tiers du cocktail. Une B.D. en forme de flash sur le précaire ; le « rock » qui bouge et qui conteste ; de la poésie ; de la drôlerie ; la critique du livre « Génération, les années de poudre », voilà le deuxième tiers de cet « Infos » pour vous mettre dans tous vos états. La rencontre des jeunes lycéens du Groupe antifasciste et la rédaction d'« Infos » ; les élections présidentielles dans l'œil du cyclone anarchiste ; le « Club de l'Horloge » (officine connue d'extrême droite) déconne sur la nationalité ; il y a dix ans tout juste, la mort sous la torture d'Augustin Rueda, jeune anarchiste catalan, dans une prison madrilène ; les indiens Navajos du Nouveau-Mexique lancent un appel à la solidarité face aux menaces des politiciens, des flics et des banquiers « yankees » ; et plein d'annonces diverses et de rendez-vous importants pour compléter ce divin breuvage. Velouté sous le regard, râpé à souhait dans le gosier, à avaler frais ou à déguster quand on est chaud, voilà « Infos » dans les boutiques. Dix balles et on repart vite fait bien fait avec le canard sous l'bras. Mais où le trouver « vain Dieu » ? Mais à la librairie du Monde libertaire... Bon sang, mais c'est bien sûr !

• AFFICHES
Deux nouvelles affiches viennent de paraître. Elles sont disponibles à la librairie du Monde libertaire au prix de 5 F l'unité ; de 1,20 F à partir de 10 exemplaires ; et de 1 F à partir de 50 exemplaires.

PRESIDENTIELLES :

AGIR
DISTRIBUEZ-VOUS DES CHEQUES EN BLANC ?

CANDIDATS : ILS VOUS PROMETTENT LA LUNE.
SUS : ILS DEVIENNENT LES NOUVEAUX BENEFICIAIRES DES PRIVILEGES ECONOMIQUES, ET DES INEGALITES SOCIALES.
L'URNE CIRQUEL DE VOS ILLUSIONS

AGIR AU LIEU D'ELIRE
Fédération anarchiste
145, rue Amélot 75011 PARIS

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publ Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

liste des permanences des groupes f.a.

- PROVINCE**
- AISNE**
Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (16) 23.80.17.09.
 - ARDECHE**
Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
 - BOUCHE-DU-RHONE**
Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).
 - CHARENTE-MARITIME**
Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.
 - COTE-D'OR**
Groupe de Dijon : permanences le mardi, de 18 h à 20 h, et le samedi de 15 h à 18 h au local La Mistouffe, 61, rue Jeannin, Dijon.
 - COTES-DU-NORD**
Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».
 - DOUBS**
Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les vendredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.
 - FINISTERE**
Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 11 h à 12 h au marché de Saint-Martin.
 - HAUTE-GARONNE**
Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.
 - GIRONDE**
Groupe « Durruti » de Bordeaux : permanences tous les lundis, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux. L'Athénée libertaire du Muguet tient ses permanences tous les samedis, de 15 h à 19 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
Groupe « Emma Goldman » de Bordeaux : permanence le mardi, de 19 h à 20 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux (tél. : [16] 56.81.01.91).
 - ILLE-ET-VILAINE**
Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.
 - INDRE-ET-LOIRE**
Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le lundi (sauf pendant les vacances scolaires) de 11 h 30 à 15 h 30, dans le hall d'accueil de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.
 - LOIRE**
Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois, à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.-A.I.T.L.P., Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.
 - LOIR-ET-CHER**
Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois (tél. : [16] 54.74.26.02).
 - MAINE-ET-LOIRE**
Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au M.A.M.A., 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).
 - MANCHE**
Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.
 - NORD**
Groupe « Benoit-Brouchoux » de Lille : permanences tous les mardis, de 19 h à 20 h, et le samedi, de 15 h à 19 h, au Centre culturel libertaire, 1-2, rue du Péage, 59800 Lille, métro Fives (répondre téléphonique au [16] 20.47.62.65) ; les mercredis, de 12 h 30 à 13 h 30 à l'Université de Lille III (Pont-de-Bois) ; et les dimanches, de 11 h à 12 h, sur le marché de Wazemmes.
 - PYRENEES-ORIENTALES**
Groupe « Pulg-Antich » de Perpignan : permanence tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 68000 Perpignan.
 - SEINE-MARITIME**
Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleur.
Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 14 h à 16 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen. De plus, un répondeur enregistreur est à votre disposition au (16) 35.70.61.64.
 - SOMME**
Groupe d'Amiens : permanences et table de presse tous les jeudis, de 12 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire « Le Bailly ».
 - VAR**
Groupe « Région-toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'étude et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montebello, Toulon.
 - VENDEE**
Groupe libertaire de Vendée : permanence le 3^e vendredi du mois à la Bourse du Travail de La Roche-sur-Yon, à 21 h.
 - VIENNE**
Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis et les 1^{er} et 3^e samedis du mois, de 15 h à 19 h, en son local : 6, rue des Flageolles, Poitiers.

Permanence du secrétaire aux relations intérieures :
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amélot, 75011 Paris (M^o République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

le
1986
à no
lite
d'O.

Co
pour
liber
cach
rèri
s acc
d'éch

Co
vers
renta
l'info
renve
A. N.
Pour
ouvri
beau
gnent
avec
seu,
tes »
quem
que.

Si
— cr
europ
droit
temps
social
précis
droit
tivem
ment
arrêt
pour
tions

Les
de sol
Heure
sont
renonc
de Sol
protest
Sachez
sives l

C
ans nos
même l
8% sur
vous ab
Tout
que sem
lier qui
C'est
un ab
teurs, le
du Mon
• un ab
• un ab
qui paie
nient m
Nous
un plus
ceux qui
vidualis
Voici
L. CON
DALGO
GIRELI
F. GUI
J. LANG
NAFF (5
Georges
(50 F) ;
(45 F) ;
(500 F).
Total
Total
Nous p
ques aux
libertaire

LE DROIT DE GRÈVE

Il ne s'use que si l'on ne s'en sert pas

La grève est-elle encore cotée en Bourse ? Après la belle envolée des actions de l'hiver 1986, les cours semblent s'effondrer à nouveau. Cette conjoncture facilite grandement la tentative d'O.P.A. des « Chats Fourrés » (1).

Mais où sont les grèves d'antan ?

Comment renoncer à griser ses poumons d'un air éclatant de liberté, quand la hiérarchie se cache, les jaunes pâlisent, les salariés se parlent... enfin ? Comment accepter de subir un quotidien de dents longues, de mains tendues et d'échines pliées ?

Comment survivre dans un univers de productivité, compétitivité, rentabilité où la bureaucratie, l'informatique, la robotique nous renvoient aux A.S.S.E.D.I.C., A.N.P.E., T.U.C., S.I.V.P. ? Pour s'efforcer de rendre la classe ouvrière domestiquée et passive, beaucoup d'acteurs sociaux y joignent leurs efforts. Ainsi la gauche avec sa pelle, la droite avec son petit seau, les syndicalistes « modernistes » avec leur râteau jouent frénétiquement dans le bac à sable politique.

Si la période paraît propice — crise économique, espace européen — (2) pour restreindre le droit de grève, l'Etat s'est de tout temps efforcé de « garantir la paix sociale ». Si, en 1946 (3), la loi (4) précise que « le droit de grève est un droit individuel qui s'exerce collectivement », les juges (5) ont rapidement précisé que « la grève est un arrêt collectif et concerté de travail pour faire aboutir des revendications professionnelles ».

Secteur public... des grèves douces ?

Les grèves politiques, les grèves de solidarité sont donc illégales ! Heureusement, les travailleurs ne sont pas juristes et n'ont pas renoncé à Mai 68, à être solidaires de Solidarnosc en décembre 1981, à protester contre la mort de Malik... Sachez, d'autre part, que sont abusives les grèves perlées, les grèves

tournantes, les grèves thromboses (6) car engendrant une perturbation « anormale » dans le fonctionnement de l'entreprise !

Le préavis légal dans le secteur public impose aux syndicats d'être assez gentils pour laisser le temps à la direction de s'efforcer d'annuler les désagréments que la grève a justement pour objectif de lui causer !

A ce préavis collectif, la jurisprudence rajoute un préavis individuel. La Chambre sociale (7) de la Cour de cassation a récemment approuvé les directions d'Air France et Air Inter ayant retenu sur le salaire de pilotes la somme correspondant à un arrêt de travail, uniquement pour avoir refusé préalablement de répondre sur leur intention de participer ou non au mouvement !

Plus fort encore, l'arrêt du 4 juillet 1986 de la Cour de cassation soumet l'exercice de la grève à une intervention préalable de l'Etat, représenté par le juge des référés. Celui-ci avait interdit la grève des pilotes et officiers mécaniciens approuvée par l'arrêt soulignant les « prétentions excessives et abusives des grévistes, créant un trouble manifestement illicite », ce qui peut s'appliquer aussi bien au secteur privé que public...

Le « recul » récent, claironné par les médias, se réfère à la décision de la cour d'appel de Paris (27 janvier 1988) infirmant le référé de Bobigny (grève de novembre 1987) mais se base uniquement sur « l'absence actuelle de décision officielle pour autoriser ou interdire l'exploitation de l'appareil par un équipage de deux personnes ». Dans le même temps, la cour d'appel a confirmé le référé de Créteil (grève des 1^{er} et 2^e août 1987) invoquant que « le choix des dates pour un arrêt total de service était inspiré par une évidente volonté de créer un violent impact » !

De même, la notion de « service minimum » est de plus en plus extensive. Dans la navigation aérienne par exemple, après les lois de 1964 et 1971, le plan Clément-Marot (8) de 1973, le ministre communiste Charles Fiterman a préparé le projet de loi de décembre

1984 précisant les vols à assurer (9) en toutes circonstances. Les textes les plus récents vont encore plus loin, puisque laissant le choix à la libre appréciation de la direction !

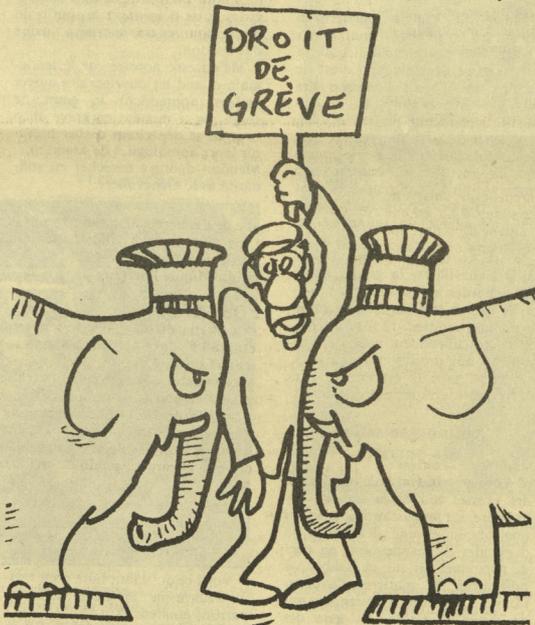
par des jugements récents. C'est ainsi que s'impose de plus en plus la nécessité d'une décision d'une majorité du personnel ainsi que l'obligation de présentation préala-

blé. Décidemment, il s'agit bien d'une Cour de cassation... des grèves.

Aujourd'hui les grèves sont clairsemées, isolées entre elles, limitées à un seul secteur industriel. Le gréviste se trouve souvent seul face au patron ou législateur, au juge, au policier. Le syndicat lui-même est-il toujours à ses côtés ? Toute grève un peu offensive se heurte de plus en plus à l'Etat qui coordonne harmonieusement tous ces masques de la répression.

Synonyme d'échec en cas de mouvement isolé, ce fait peut aider l'action et la réflexion des travailleurs qui ne veulent plus subir, pour combattre le système dans son ensemble et se doter d'un syndicalisme réellement indépendant des Etats, les églises, des partis, des frontières. C'est la véritable « adaptation du syndicalisme ».

Serge (Gr. Pierre-Besnard)



N'oublions pas le trentième invisible (10) de Lamassoure et son célèbre amendement !

Secteur privé... de grèves ?

La Cour de cassation a indiqué récemment que « pour qu'une grève soit licite, il faut qu'elle se rattache à des revendications professionnelles déjà déterminées que l'employeur a refusé de satisfaire ».

Cela permet à l'employeur de prendre tout son temps pour répondre aux revendications, imposant ainsi son propre « préavis ». Par la même occasion, sont mis hors la loi les mouvements nationaux pour une augmentation du pouvoir d'achat, la défense de la Sécurité, etc.

De même, le caractère collectif de l'arrêt de travail, jusqu'alors interprété de façon large, est restreint

ble des revendications pour un syndicat ou un comité d'entreprise.

Soulignons au passage qu'on refuse à des travailleurs de défendre des avantages minoritaires — dits personnels — tout en condamnant des grèves de solidarité pourtant porteuses d'intérêts collectifs ! Dans l'offensive juridique actuelle, citons le caractère illicite déclaré de grèves pour lesquelles « les revendications sont telles que l'entreprise ne peut intégralement les satisfaire sans risque pour la gestion de l'entreprise », ou d'autres « permettant de satisfaire directement (12) une partie des revendications ».

Ces textes ne sont pas des chiffons de papier, puisque permettant à l'appareil répressif de licencier des grévistes pour participation à des grèves illicites, ou de les condamner à des amendes (13) importantes.

(1) Magistrats d'après Rabelais.

(2) Mesures du gouvernement Thatcher, « pacte social » en Espagne, projets de loi en Italie pour contrer l'influence des comités de base...

(3) Ces informations sont extraites du numéro de janvier du mensuel du Syndicat de la magistrature : Justice.

(4) Le droit du travail évolue par le législateur, le juge... et l'action des travailleurs.

(5) Par leurs arrêts en appel et surtout en cassation, les juges ont évolué la jurisprudence.

(6) Arrêts d'un secteur qui bloque de nombreux autres secteurs en aval.

(7) Pour contester un jugement en appel, on s'adresse à la Chambre sociale de la Cour de cassation, refuge des Chats Fourrés particulièrement gratinés...

(8) Continuité de l'action gouvernementale et exécution des missions de la Défense nationale. Préservation des intérêts ou besoins vitaux de la France et respect de ses engagements internationaux. Missions nécessaires à la sauvegarde des personnes et des biens. Maintien des liaisons destinées à éviter l'isolement de la Corse, des D.O.M.-T.O.M., de Mayotte. Sauvegarde des installations et du matériel de ces services.

(9) Retenue d'au moins une journée pour tout arrêt de travail.

(10) Un jugement de juin 1967 estime que 67 ouvriers de Bull sur 1 468 salariés ont bien participé à « une cessation collective de travail car peu importe que les grévistes soient la majorité ».

(12) Grèves pour une réduction de travail, déclenchée en fin de poste ou le samedi.

(13) De plus en plus, les retenues sur salaire ne sont plus liées à la durée de l'arrêt de travail, mais à la baisse de production correspondante.

Amis lecteurs

COMME nous l'annoncions depuis plusieurs numéros, les tarifs d'abonnement du Monde libertaire changent cette semaine. Rappelons que ces tarifs n'avaient pas bougé depuis 1983, alors qu'en cinq ans nos frais fixes (papier, tirage, etc.) ont crû de 25%... Nous avons tout de même limité au maximum cette augmentation de prix, qui est en moyenne de 8% sur l'ensemble des possibilités d'abonnement. Cela afin de vous inciter à vous abonner, ce qui est intéressant à double titre.

Tout d'abord, cette rentrée d'argent régulière nous permet de régler chaque semaine les factures urgentes. Pour vous, lecteurs, c'est un service régulier qui représente jusqu'à 35% d'économie sur un abonnement d'un an !

C'est pourquoi nous vous proposons cette année deux nouvelles formules :

- un abonnement de 5 numéros pour seulement 35 F à nos nouveaux lecteurs, le temps de découvrir notre journal, ou si vous êtes un lecteur régulier du Monde libertaire, de le faire découvrir à vos amis ;
- un abonnement à tarif réduit (- 50%) pour tous les détenus et les chômeurs, qui paient de plus en plus cher les tares du système capitaliste, mais qui contiennent malgré tout de se battre.

Nous espérons qu'à ce prix peu élevé le Monde libertaire sera accessible à un plus grand nombre de lecteurs, que ce soit à l'intérieur des prisons pour ceux qui combattent l'isolement, mais aussi dehors pour lutter contre l'individualisme et le silence qui entoure un nombre croissant d'exclus.

Voici la liste des souscripteurs au Monde libertaire pour le mois de février : L. CONTE (100 F) ; DUCAT (50 F) ; KOTZ (50 F) ; PONTIUS (50 F) ; DALGON (200 F) ; NEULAS (50 F) ; BADER (50 F) ; JEANNOT (50 F) ; GIRELLI (50 F) ; A. DURIGNON (225 F) ; M. BROUILLE (50 F) ; F. GUILLAUME (50 F) ; R. RAURICH (100 F) ; L. BEAUFIL (50 F) ; J. LANGLOIS (50 F) ; P. BOUEY (50 F) ; R. BARRAUD (50 F) ; LE HENAFF (50 F) ; M. BLANC (200 F) ; Anonyme (20 F) ; J. LEROUX (50 F) ; Georges LANTUEJOU (50 F) ; Annie MARTINS (50 F) ; Anonyme (50 F) ; PUBLICO (50 F) ; Pascale RAJAC (50 F) ; Vincent BARAZINI (45 F) ; Fedele BORROZ (700 F) ; Pierrette BES (100 F) ; Gr. de Marseille (500 F).

Total pour février : 3 190,00 F
Total du mois précédent : 2 994,00 F
Total depuis début 1988 : 6 184,00 F

Nous publierons la semaine prochaine la liste des prélèvements automatiques auxquels vous pouvez également souscrire afin de soutenir le Monde libertaire.

Les administrateurs

NÉGOCIATIONS SALARIALES À LA R.A.T.P.

La tension monte...

LE bilan des années 1986-1987 sur le plan salarial à la R.A.T.P. s'est traduit par une perte de pouvoir d'achat de 4% par rapport à l'indice I.N.S.E.E., soit une perte par rapport au salaire moyen de la région de 4 300 F pour ces deux dernières années. La direction qui a ouvert les négociations, ou plutôt une parodie de négociation, le 26 février entendait ne pas revenir sur le passé.

Quelles négociations ?

Oubliée, pour elle, cette perte et seules les négociations de 1988 étaient possibles. Que proposent-ils ? 2,5% d'augmentation de la masse salariale, à laquelle il faut retirer environ 1% d'effet report de 1987 sur 1988. Il s'agit des augmentations consenties en 1987 mais qui sont en fait des avances faites sur les négociations salariales de 1988, ce qui permet de mieux passer l'année en cour, mais ce qui a des conséquences

lourdes à supporter l'année suivante.

Le G.V.T., qui se traduit par : glissement vieillesse technicité, c'est la prise en compte des avancements de carrière, d'échelon à l'ancienneté ou des changements de catégorie dus à des concours internes. La direction considère cela comme des augmentations de salaire, et tant pis pour ceux, les plus nombreux, qui n'entrent pas dans aucune de ces catégories. La direction compte 0,9% de G.V.T., ce qui ne laisse donc que 0,6% d'augmentation en masse.

Si au moins les restrictions budgétaires permettaient à la direction d'embaucher du personnel pour mettre fin à la dégradation des conditions de transport des usagers et de travail des employés. Cela à la limite on pourrait l'admettre, mais c'est tout le contraire qui se passe. Les effectifs globaux de la R.A.T.P. sont en diminution avec toutes les conséquences que cela peut avoir. Pour

s'en rendre compte il suffit de prendre le métro ou le bus aux heures de pointe, cela vaut toutes les explications.

La riposte

La négociation du 26 février n'ayant rien donné, une nouvelle intersyndicale est prévue le 11 mars. Déjà des organisations syndicales appellent à l'action : la C.G.T. appelle à une grève de vingt-quatre heures le 8 mars et à différentes actions qui restent à déterminer ; la C.F.D.T. essaye de réunir un front commun de toutes les organisations syndicales pour créer un rapport de forces le plus favorable possible, ce qui se traduira aussi par des actions qui restent à déterminer. Ce qui est sûr, c'est que les jours qui viennent risquent d'être pour le moins perturbés au niveau des transports de la R.A.T.P.

Jean-Pierre (Gr. La Cécilia)

CHAUSSON

Les salariés en ont plein les bottes

LES ouvriers des usines Chausson de Gènevilliers sont en grève depuis le vendredi 12 février 1988 et occupent les lieux de travail fermement, malgré diverses tentatives infructueuses de la direction pour les déloger et casser le mouvement. Il faut se souvenir que dans le passé, les travailleurs de Chausson ont souvent montré l'exemple en déclenchant des grèves dures et longues (2 mois en 1975, 1 mois en 1983) chaque fois avec occupation et chaque fois l'une des revendications principales était l'augmentation des salaires.

Conditions de travail insupportables

La direction des usines Chausson — qui sont maintenant devenues filiales à parts égales de Renault et Peugeot pour la fabrication des véhicules utilitaires (camionnettes) — possède le triste record d'avoir supprimé 50% des emplois en 10 ans (17 000 salariés en 1978, 8 500 aujourd'hui) et pratique sans doute l'une des politiques salariales la plus avare et la plus méprisante qui soit, qu'on en juge : 5 700 F au bout de 30 ans d'ancienneté ; 2% d'augmentation lâchés en 1985 et depuis, rien ou des clopinettes (zéro pour cent et des poussières). Bien sûr, pendant ce temps, chez Chausson comme ailleurs les cotisations sociales augmentent, comme les prix. La charge de travail s'alourdit encore chez Chausson puisqu'avec le même salaire on demande aux ouvriers d'être « polyvalents » : un même

homme doit être opérationnel aussi bien sur une chaîne, que sur un pont roulant ou au volant des chariots d'approvisionnement de la chaîne.

Ma parole, y a que derrière un bureau qu'on ne leur demande pas d'aller ! Et pour cause ! L'autre triste record de Chausson c'est de profiter de l'analphabétisme des salariés immigrés (50% de l'ensemble du personnel) pour fabriquer des fiches de paye fantaisistes avec des erreurs que l'intéressé ne pourra pas faire rectifier. Le tout dans une ambiance où les contremaîtres vont jusqu'à frapper les contestataires en leur conseilant de retourner au pays...

Alors, ça ne pouvait plus durer et, à Gènevilliers, la goutte qui a fait déborder le vase déjà bien rempli de fatigue et d'humiliation, c'est la paye du vendredi 12 février 1988, plus particulièrement celle des travailleurs aux presses et des caristes, car cette paye là est encore plus basse que toutes les précédentes.

Auto-organisation des ouvriers

Aussitôt les caristes et les ouvriers des presses cessent le travail sans attendre un mot d'ordre syndical quelconque et une délégation va demander des explications au chef du personnel qui, lui, ne semble pas polyvalent en matière d'explications... Comme ils n'obtiennent pas de réponse valable, les gars des presses et les caristes décident d'occuper les lieux.

La direction tente alors un coup de force dans la nuit du lundi au mardi suivant en envoyant un escadron de cadres (« polyvalents ») à Gènevilliers pour essayer de déloger les grévistes et de démenager les outils de presse pour les transporter à l'usine de Meudon.

Maladresse notoire car le lendemain quand les ouvriers des autres ateliers apprennent le coup de force, ils se mettent en grève illico tout en se dépêchant d'aller prévenir leurs homologues de Meudon... Meudon débraye derechef en solidarité avec Gènevilliers.

qu'ils bénéficient d'une longue tradition combative, ce qui aide pour garder des réflexes adaptés aux mesures d'intimidation patronales.

Depuis que la grève est commencée, les salariés de Chausson se réunissent chaque jour en assemblée générale pour décider de la reconduction de la grève, de l'unité d'action et élaborer les pratiques de luttes. C'est ainsi que s'est créé un comité d'organisation composé de militants C.F.D.T., C.G.T., F.O. et de non syndiqués. La principale revendication commune à tous c'est 1 000 F d'augmentation pour tous

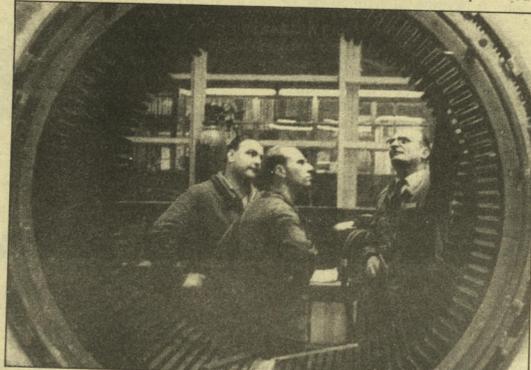
ainsi que d'autres syndicalistes de Meudon. Ces camarades ont été largement soutenus par une délégation d'une cinquantaine de grévistes qui sont venus expliquer leur action au président du tribunal. Ce dernier ayant ordonné l'ouverture de négociations.

A l'heure où le droit de grève est menacé, la « victoire » des salariés et militants syndicaux devant le tribunal de Nanterre prouve la force de cette lutte exemplaire en tous points. D'autant plus que les grévistes de Chausson s'attachent à sortir de leur boîte pour aller expliquer à leurs camarades des usines voisines pourquoi ils se battent et comment tous ensemble ils gagneront.

Les travailleurs de Chausson pointent donc de façon cruciale la perte de pouvoir d'achat que nous subissons depuis des années et cela dans tous les secteurs professionnels. En Angleterre, les infirmières se battent elles aussi pour leur salaire.

A l'heure où en France des milliards de francs sont dépensés pour polluer les murs de portraits grotesques, à l'heure où le Parlement vote le financement des partis politiques, la révolte Chausson nous ramène à des réalités d'un autre monde, à des conditions de vie de ce qu'il faut bien appeler une autre classe sociale ou la « collaboration conflictuelle » n'est plus qu'un doux mirage pour syndicaliste déconnecté.

YOLAINE
(Gr. Pierre-Besnard)



Voilà ce qu'il faut faire pour mettre deux usines en grève : avis aux patrons amateurs !

Il faut dire que les salariés de Chausson en ont vu d'autres et

et le paiement des jours de grève. Cette revendication a été jugée légitime par le tribunal de Nanterre où quatre délégués syndicaux de Gènevilliers avaient été assignés en référé,

PRÉCARITÉ

Les « points oranges »

À travers les T.U.C., les S.I.V.P. et autres « contrats d'adaptation », se développent un peu plus chaque jour la précarité du travail et l'exploitation sans limite des jeunes à la recherche d'un premier emploi. Les employeurs, qui clament sur tous les tons qu'ils ne peuvent embaucher des jeunes non formés, trouvent très vite une solution quand il s'agit de jeunes « stagiaires » pour les rendre efficaces et productifs très rapidement et, au besoin,

en bref...en bref...

• **LIBRE PENSÉE**
La Libre pensée organise, le samedi 12 mars à 14 h 30, une discussion avec Maurice Rajfus qui signera son livre, « Jeudi Noir », à propos de la rafle du Vel'd'hiv du jeudi 16 juillet 1942. Entrée libre, au 10-12, rue des Fossés-saint-Jacques, Paris 15^e.

• **ÉDUCATION ALTERNATIVE**
Des enseignants, objecteurs ou objectrices de conscience mènent une réflexion sur les problèmes pédagogiques basés sur des principes autogestionnaires, anti-autoritaires et pacifistes. Ils aimeraient collecter des témoignages sur la question. Pour tout contacts : François et Isabelle Broquet, résidence les Eyquems, rue Blaise-Pascal, 33700 Mérignac.

• **La librairie « La Gryffe »**
organise un débat avec Alain Guillerm auteur du livre « Le défi celtique », le samedi 12 mars à 15 h, 5, rue Sébastien-Gryffe, Lyon.

pour les faire remplacer des professionnels.

De nombreux témoignages prouvent que ces stages et autres formules font les choux gras du patronat et de l'administration (1) sans contre-partie (pas de statut, pas de salaire décent, une protection sociale minimum, en fait un potentiel de main-d'œuvre taillable et corvéable à merci). Certaines associations vont même jusqu'à utiliser cette situation, sous des apparences honorables à des fins pour le moins troubles. Un exemple parmi tant d'autres les « points oranges ».

Les points oranges

Qui n'a pas déjà trouvé sur son chemin ces petits kiosques en forme d'orange où des jeunes se proposent, pour 10 F, de vous presser une orange (ça fait cher le centilitre !). Mais, « si cela peut aider un jeune », se dit-on naïvement. Il y en a environ une trentaine à Paris et bien d'autres disséminés dans plusieurs grandes villes importantes de province. Les petites boules oranges, qui, pour la plupart d'entre nous, pourraient paraître une initiative sympathique cachent, quand on y regarde de plus près, un réseau d'exploitation sordide et d'utilisation rationnelle de la précarité des jeunes.

En effet, cette association loi 1901 (sans but lucratif !) organisée en réseaux national, régionaux et locaux « franchisés » a pour but avoué de mettre sur la place publique des jeunes demandeurs d'emploi et, au travers de la vente d'un jus de fruit, leurs permettre, par des contacts avec des clients potentiels de passage et par une affichette, de signaler le type d'emploi qu'ils cherchent.

Mais sous ce couvert, c'est tout un aspect commercial qui ali-

mente le système avec comme but unique et inavoué : faire coûte que coûte durer l'association.

Les adhérents locaux doivent tout d'abord être affiliés au réseau orange, on leur demande des prestations (droit d'entrée, loyer, mutuelle). Cela permet de pallier provisoirement à certaines difficultés économiques qui se chiffrent en 2 ans à 1 500 000 F !

Cette association, bien sûr, utilise largement le financement public (F.A.S., D.A.S.S...), quant aux jeunes, après une journée d'explication sur les buts du réseau, une seconde de pseudo-formation (tests et autres guignoleries de ce genre), ils se retrouvent à travailler 4 heures par jour, 20 heures par semaine (le matin ou l'après-midi). Aucune autre formation, mais par contre une certaine productivité à tenir (un minimum d'oranges, de contacts par semaine sinon la porte), une certaine soumission (ne pas refuser de travailler le samedi, le dimanche, les jours fériés sinon la porte) ; « on est obligé de faire ça, sinon ce n'est pas « rentable » », « c'est pour vous aider, on est obligé... ». En fait, le discours patronal habituel.

Bien entendu, pour ces jeunes, T.U.C. pour la plupart, plus quelques S.I.V.P., peu de protection sociale classique, pas de « convention » collective, aucune réelle qualification à la clé. Le réseau orange c'est la précarité bien gérée à tous les niveaux ou presque. En effet, le directeur commercial pour faire travailler les T.U.C. utilise d'autres jeunes en « contrat d'adaptation » qui ont la fonction d'« assistants gestionnaires ». Leur rôle est de promouvoir les points oranges, la vente des produits distribués, de centraliser l'information pour atteindre des résultats correspondants aux

objectifs fixés et effectuer des « mesures correctives ». Le tout, bien entendu, pour 4 530 F par mois ! Autrement dit la précarité alimente la précarité !

Malgré les discours démagogiques du réseau orange, film à l'appui, qui certifient que les employeurs vont venir vous acheter des jus d'orange et vous trouver du travail, que ça vous entraîne à la vente, que 70% d'entre vous trouvent du travail après (chiffre totalement faussé par le fait que seule compte la disparition du stagiaire sur le point orange ou sa « requalification » ailleurs en S.I.V.P., etc.), on ne peut

que dénoncer avec vigueur ces pratiques scandaleuses.

Sans aller si loin, de nombreuses associations dont la vocation est de lutter contre la précarité finissent, elles aussi, par « embaucher » des T.U.C. ou des S.I.V.P. Actions totalement paradoxales qui, de plus, mettent en danger et à bon compte des emplois « non » précaires, le S.M.I.C., etc., et renforcent l'incitation à la misère qu'orchestrent ministres libéraux et patrons de tout poil !

LUCIEN
(« Chroniques syndicales »)

(1) Courbe du chômage oblige.

Liberté ?

C'est une provocation !

Le groupe de Toulouse de la Fédération anarchiste tient une vente du Monde libertaire, devant la gare Matabiau. Deux militants décident de vendre le journal un peu plus loin et passent, tranquillement, devant le commissariat... Sans le dépasser, puisque les policiers les interpellent. Entraînés dans le commissariat, les militants se voient reprocher un délit assez sidérant : « Vous passez devant un commissariat avec des journaux portant le titre de « Liberté » : c'est une provocation ». Phrase assortie, bien sûr, d'un contrôle d'identité en « règle ». Pour cette fois les pandores nous laissent terminer notre vente.

Deux semaines plus tard nos militants se voient priés plus calmement de vider les lieux ; devant nos refus répétés d'obtempérer, les mêmes agents décident de nous encercler, afin de cacher aux yeux des passants ce journal qu'on ne saurait voir !

Une fois de plus l'arbitraire policier s'abat sur la liberté d'expression : après les campagnes pour la propriété des rues, contre l'affichage sauvage, il faut maintenant penser à la propriété dans les têtes en empêchant ces ventes sauvages et libertaires. Bavures, expulsions, extraditions, le peu de libertés dont nous disposons est bien menacé. La liberté reste à conquérir et surtout à construire.

Philippe, Régis
et les autres
(Gr. Albert-Camus)

CONGRÈS DE LA F.E.N.

Du passé faisons table rase !

A l'occasion de chaque congrès des divergences entre réformistes et révolutionnaires s'ancrent d'avantage, et le contentieux entre majorité et minorités s'alourdit. Le congrès de la F.E.N., qui s'est tenu à La Rochelle, n'échappe pas à la règle. Bien que la C.F.D.T. ait marqué un tel virage bien avant elle, la F.E.N. vit un recentrage qui ne sera pas sans conséquences sur l'échiquier syndical. Ces divers tournants amorcés par les centrales syndicales inscrivent définitivement le réformisme dans la société de classes.

Payant les contrecoups de la baisse de syndicalisation, de son manque de combativité, de sa perte de crédibilité, elle tente de réactualiser son identité non plus dans un schéma de luttes et de transformation sociale, mais dans une position d'attente dictée par « le réalisme politique » qui l'installe concrètement dans un rôle de cogestion et de partenariat.

Elle crée pour ses partenaires politiques un programme dicté par les nécessités de s'adapter à la crise et qui est né dans les couloirs ministériels, syndicaux et socialistes. Il est offert à un futur gouvernement d'union nationale, sous la garantie d'une paix syndicale durable. Le recentrage marqué par la F.E.N. a joué sur trois niveaux : une redéfinition d'un projet pédagogique ; la préparation et la création d'un syndicalisme « spécial fonction publique » ; et une mise en veilleuse des minorités.

T. R.

LA F.E.N., en tant qu'appareil, n'a été jusqu'à présent qu'une grosse baudruche gonflée au fil des ans par U.I.D., qui s'appuyait ainsi sur une kyrielle de petits syndicats corporatistes pour asseoir sa direction fédérale. Cette multiplicité est un facteur d'affaiblissement reconnu par la direction. La F.E.N. n'étant rien, le fonctionnement réel passait par les syndicats nationaux qui étaient autonomes pour définir leurs objectifs pédagogiques et revendicatifs. Le fait d'entériner un programme pédagogique — d'où découle un projet revendicatif — amorce une normalisation allant dans le sens d'une centralisation (« La F.E.N. doit parler d'une seule voix ») et non d'une fédération unitaire.

Confrontée à une réelle question de représentativité, de crédibilité et d'érosion, la direction en prenant son parti de la société duale, en ayant approuvé la décentralisation, ne pose pas seulement la problématique de l'unité des services publics, mais également celle du champ de syndicalisation. Prétendant du sectarisme orchestré par la C.G.T., du recentrage moderniste de la C.F.D.T., de la concurrence avec F.O., la F.E.R.C.-C.G.T., elle, ne renonce pas à syndiquer les travailleurs relevant des autorités territoriales et entre ainsi en conflit direct avec l'ensemble des confédérations.

La F.E.N. a salué son 40^e anniversaire. En 1947 la motion Bonissel-Valière, qui se prononçait pour l'autonomie, justement pour

ne pas entrer en concurrence avec les centrales, est largement oubliée et trop vite jetée aux poubelles de l'histoire. Depuis de longs mois, U.I.D. entretient des négociations avec un grand nombre de syndicats autonomes (1), pour aboutir à terme à la création d'une grande confédération social-démocrate capable d'attirer à elle pas mal de syndicats de fonctionnaires affiliés à la C.F.D.T., F.O., voire à la C.G.T.

Vers une grande centrale réformatrice ?

Cette grande centrale réformatrice à fort taux de syndicalisation servirait de caisse de résonance à un P.S. qui ne se satisfait pas de la « surreprésentation du P.C.F. » dans le secteur syndical. Cette mise en veilleuse du syndicalisme réformatrice s'accompagne également d'une mise à l'écart des minorités enseignantes. U.I.D., sur la lancée de Maire, musèle ses minoritaires en faisant jouer la discipline démocratique. Un tour de passe-passe qui lui permet de poursuivre ses grandes manœuvres syndicales sous l'étiquette pédagogique et sous celle de la « restructuration » du syndicalisme en réponse à la crise. Une réunification bureaucratique des divers syndicats, la mise à l'écart d'un syndicalisme du type C.G.T. radical, suffiront-elles à rendre positives les pertes de crédibilité, d'espoir et d'adhérents des confédérations, muselés par leur assujettissement à une gauche au pouvoir ? Cela nous



Yannick Simbron.

étonnerait fort, car il ne s'agit pas d'une crise de croissance du syndicalisme réformatrice, mais bien d'une remise en cause profonde des luttes éteintes par les négociations et les asservissements de tous genres.

Christine TEISSIER

(1) Voir encadré ci-contre.

Des sigles

U.I.D. : majorité fédérale de la F.E.N., « proche » du P.S. comme on dit.

U.A. : minorité « proche » du P.C.F., à la tête du S.N.E.S. notamment.

Ecole émancipée : tendance syndicaliste révolutionnaire, elle vient de perdre un siège au C.F.N. et perd la direction de la section F.E.N. 04 au profit d'U.I.D.

S.N.E.S. : syndicat du second degré.

S.N.I.-P.E.G.C. : syndicat des instituteurs.

S.N.E.T.A.A. : syndicat des professeurs de L.E.P., il s'est abstenu au cours du vote sur le rapport d'activité et a donc été exclu du secrétariat du bureau fédéral national.

Liste non exhaustive des participants aux discussions de « réunification » : la F.E.N., la F.A.S.P., la F.G.S.O.A. (Fédération générale des organisations agricoles), le S.N.U.I. (Syndicat national unifié des impôts), la F.G.A.A.C. (Fédération générale autonome des transports R.A.T.P.), le S.N.J. (Syndicat national des journalistes), le S.N.U.P.C.E.P. (Syndicat unifié des personnels des caisses d'épargne et de prévoyance), le S.N.C.T.A. (Syndicat autonome des contrôleurs du trafic aérien), le S.N.A.B.F. (Banque de France), la F.A.D.N. (Syndicat de la Défense nationale), le S.N.P.A.C. (regroupant les personnels des chambres de commerce)...

Vive l'école... libérale !

« Ne peut-on, sur ces questions, faire converger les intérêts des travailleurs, les intérêts de la production, nos propres intérêts ? Nous le croyons »

Le projet d'école présenté par M. Certfontaines n'est pas né d'un hasard et d'un nécessaire d'adaptation. Il découle directement d'une logique social-démocrate

de faire avec et non pas de transformer. La crise économique est analysée succinctement en crise d'évolution, de progrès technique, ce qui induit une analyse de l'échec scolaire en concept d'handicap, de préparation à la vie professionnelle et fait écran sur toute l'évolution des rapports au travail, à l'éducation, à la formation.

Le texte « école », adopté par le congrès de la F.E.N., n'est pas un projet syndical de transformation radicale, de réduction des inégalités sociales et scolaires mais un projet gouvernemental. Cette déviation fondamentale du rôle syndical découle de l'échec de la bataille que, de la confrontation du Parti socialiste au pouvoir, de sa culpabilité permanente, de sa volonté de se rendre crédible auprès d'un patronat qui n'en a cure.

Ce consensus scolaire, porté à la fois par Monory et le syndicalisme enseignant — toutes centrales syndicales confondues — inscrit la revendication dans une nébuleuse pédo-politico-gouvernementale. Chacun désire qu'une classe d'âge soit au niveau bac, soit ! Il y a donc un « diplôme professionnel », une formation pour les marginaux jusqu'à 18 ans et un bac à unités capitalisables qui ne sera plus un passeport direct pour les études supérieures. L'ensemble des partenaires éducatifs ont un rôle à jouer pour atteindre cet objectif : l'entreprise a droit de cité pour tout ce qui concerne la formation professionnelle et le contrôle des aller et retour entre le travail et la formation. Chapeau, la F.E.N. !

L'exclusion sociale est marquée du sceau de l'insécurité, la formation permanente est vécue en tant que période d'attente, l'évaluation analysée en terme de formation. Une terminologie pédagogique qui masque mal un simple ravalement de l'école Jules Ferry. L'école, de fait, semble correctement adaptée à sa fonction d'exclusion, de mise en soupape d'une masse diffuse de futurs exploités et de laquelle émerge une élite intellectuelle prête à encenser l'entreprise comme lieu de l'épanouissement social. Rien, dans le texte Certfontaines, ne modifie cette image. La F.E.N. a perdu ses dernières illusions de transformation de l'école et du monde. Elle s'adapte, mais elle risque fort de le faire... seule.

Bertille CHEVET

Coup de grisou sur les minorités

MARQUANT une profonde rupture avec la tradition unitaire de la F.E.N., U.I.D. tente de museler ses minorités et de leur imposer la règle du centralisme démocratique régissant les partis politiques. Le « ça passe ou ça casse » de Jacques Pommeau et l'écartement du B.F.N. du S.N.E.T.A.A. en sont les pierres exemplaires. Ce congrès de la recomposition ne peut admettre l'émergence d'autres voix que celle du recentrage. Ne répondant pas à l'orientation de l'École émancipée, Simbron l'assimile à une officine Juquin, tout en niant sa représentativité à la fois historique et actuelle dans les luttes et les échéances syndicales.

Faisant tout pour exclure Union et action, pour que disparaisse le corps des professeurs, en éteignant ses revendications corporatistes et en refusant le débat, U.I.D. a en fait du mal à concevoir la vie syndicale en dehors de toute projection politique. Et même la discipline de tendance n'a pu cacher au sein des syndicats majoritaires un désarroi profond devant ces futures restructurations. Ce tour de passe-passe n'est pas de simple circonstance, mais reflète la nécessité pour le P.S. de s'offrir un grand syndicat social-démocrate à la mode anglo-saxonne. Et cette mutation du réformisme passe par une extinction pure et simple du syndicalisme révolutionnaire.

L'unité créée par Bonissel-Valière, racine profonde du syndicalisme enseignant, est passée à la trappe. Et, sous peine de cautionner ce recentrage, il appartient à l'École émancipée de redéfinir suffisamment clairement sa position au sein de la F.E.N. sous peine de finir comme l'ensemble des minorités syndicales des confédérations ouvrières : muselée à la C.G.T., mise en veilleuse à la C.F.D.T., purement et simplement intégrée à F.O.

Même si le syndicalisme de tendance n'était qu'une réponse intermédiaire à la question de l'unité, ce n'est pas en gommant ces structures fragiles que l'on fait disparaître la question. Les menaces voilées, les mises à l'écart, la perte de la section F.E.N. 04 ne doivent pas être prises pour de simples coups de semonce. Ils représentent des avertissements réels : le syndicalisme révolutionnaire peut-il survivre à la mort du réformisme ? A l'École émancipée, aux oppositions syndicales de faire la preuve du réalisme d'un syndicalisme de luttes, de revendications, de rupture avec le capitalisme.

T. ROSELL

Florilège

• Le cadre

« Il faut un programme volontariste d'effort national qui touche toutes les composantes du service public d'éducation... Une loi d'orientation et de programmation inscrite dans le long terme qui décrira objectifs et étapes (...). Alors il peut y avoir des aller-retour fructueux entre l'éducation et le travail qui évitent le caractère définitif de la sélection (...). »

• Les personnels

« Cette intervention doit s'effectuer en règle générale dans des conditions normales de service (...) »

• Les objectifs

« (...) Les handicaps sociaux, culturels, familiaux d'un grand nombre de jeunes les désignent comme autant de victimes de la crise. La création d'emplois durables est indispensable mais il faut en attendant concevoir un plan d'urgence pour réinsérer ces jeunes (...). La démocratisation passe à chaque étape par la diversification des stratégies d'enseignement (...). Cela suppose un système d'examen nationaux qui tienne compte de la diversité des impératifs (...) »

• L'équipe éducative

« Son rôle complète celui des instances tels que les conseils d'administration des établissements pour faire collaborer les diverses catégories qui sont concernées par la vie des établissements (personnels, élus, usagers). »

• L'orientation, l'évaluation

« (...) L'orientation est un processus continu qui commence avec le début de la scolarité. L'orientation est une grande occasion d'associer le jeune à la définition de son propre avenir (...). Notre thèse de la continuité conduit à l'évaluation formative. Cette approche permet de définir un diplôme comme la sanction de compétences (...) »

« Les séries professionnelles du bac représentent l'une des formes possibles d'évolution pour cet examen. (...) La crise est accompagnée d'un traitement social momentanément inévitable où la formation dite d'alternance est moins négative dans le domaine social que dans celui de la qualification (...). Des mesures d'urgence doivent être prises par les services publics dans le cadre de la politique gouvernementale : identifier les causes des difficultés, investir en personnel et en moyen d'accueil, concevoir des programmes permettant de réinsérer les jeunes en difficulté (...) »

• La marginalité

« (...) Les jeunes les plus défavorisés sont les plus exposés (...). Pour mieux assurer la sécurité dans la société, dans un cadre solidaire et le respect des droits et des libertés, (...) Il faut repenser les sanctions, préparer la réinsertion, réformer la prison... Cela implique un cadre pénal enfin adapté (...). (...) L'égalisation des chances passe par le soutien, la prévention et le traitement de tous les handicaps (...) »

« (...) Les établissements comme les S.E.S. et les E.R.E.A. offrent une réelle continuité de formation jusqu'à 18 ans, avec des structures adaptées, grâce à une observation en continu des passages éducatifs et des réinsertions dans les lycées professionnels. »

Extraits du texte « Pour l'avenir de la jeunesse : l'école de l'an 2000 »



JUSTICE

« La provocation au suicide »

Yves Le Bonniec et Claude Guillon, co-auteurs de *Suicide mode d'emploi*, inaugurent la loi du 1^{er} janvier 1988. Destinée à réprimer « la provocation au suicide », cette loi est la retournée contre son promoteur, Albin Chalandon, à propos de l'isolement complet des membres d'Action directe. Nous reproduisons ci-dessous le texte de la plainte.

Le comité de rédaction

NOUS avons l'honneur de déposer entre vos mains une plainte pour « provocation au suicide » et « non assistance à personne en danger » contre monsieur Albin Chalandon, garde des Sceaux.

Quatre militants de l'organisation Action directe, Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron et Georges Cipriani sont en grève de la faim depuis le 1^{er} décembre 1987. Ils réclament leur regroupement et la fermeture des quartiers d'isolement à sécurité renforcée.

Leur état de santé, après 80 jours passés sans s'alimenter, inspire les plus vives inquiétudes, ils sont désormais en danger de mort. En tout état de cause, chaque jour qui passe augmente les risques de séquelles irréversibles (rénales et neurologiques notamment).

Ces quatre personnes sont victimes d'une « provocation au suicide » dont se rend coupable le garde des Sceaux. Ce délit est défini par l'article 318-1 du Code Pénal (loi du 1^{er} janvier 1988). Celui-ci prévoit que « la provocation au suicide tenté ou consommé par autrui

sera puni d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et d'une amende de 6 000 à 200 000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Compte tenu de la nouveauté de ce texte qui n'a donné lieu à aucune jurisprudence, il importe de rappeler l'intention du législateur, en l'espèce, monsieur Chalandon lui-même, visé par la présente plainte.

Monsieur Chalandon déclarait à l'Assemblée nationale, le 14 décembre 1987, qu'il a paru « souhaitable d'introduire dans le Code pénal des dispositions répressives punissant ceux qui, profitant de la faiblesse, peut-être passagère, d'être momentanément dépourvus ou démunis de leurs facultés de discernement, les poussent au suicide. » (J.O. du 15 décembre 1987, débats de l'Assemblée nationale).

Tel est manifestement le cas des militants d'Action directe rendus physiquement et psychologiquement fragiles par leur jeûne.

Ainsi, Nathalie Ménigon a été décrite par l'envoyé du journal *Le Monde* comme un « pantin désarticulé, accroché à son boxe, sans

cesse au bord de la défaillance. » Celui-ci a relaté que « plusieurs interruptions (ont été) nécessaires dont la plus longue durera plus de deux heures, le temps de trouver une veine où planter l'aiguille et attendre que la perfusion fasse effet. » (Daniel Schneidermann *Le Monde* du 19 février 1988).

Le garde des Sceaux reconnaît que la grève de la faim des militants d'Action directe est une action revendicative (qu'il qualifie de « stratégie du terrorisme »). Il n'ignore pas que ces quatre personnes sont poussées à bout et leur psychisme perturbé par le régime d'isolement auxquelles elles sont soumises depuis un an et par leur jeûne.

Loin de laisser la porte ouverte à une éventuelle négociation sur les conditions de détention, monsieur Chalandon a déclaré qu'il « ne cédera sûrement pas à ce qu'il appelle un chantage » (*Le Monde* du 19 février 1988). Ce faisant, le garde des Sceaux pousse au désespoir des êtres momentanément dépourvus de leurs facultés de discernement et les enferme dans une logique suicidaire dont lui seul, responsable au plus haut niveau de l'administration pénitentiaire, peut éviter l'issue fatale.

Par ailleurs, l'alinéa 3 du même article 318-1 prévoit que « les peines prévues au premier alinéa seront applicables à ceux qui auront fait de la propagande ou de la publicité,

quel qu'en soit le mode, en faveur de produits, d'objets ou de méthodes préconisées comme moyen de se donner la mort. »

Or, monsieur Chalandon déclarait, à propos de l'action des quatre militants : « Il s'agit d'une demi-grève parce qu'ils continuent à se nourrir de vitamines. C'est ce qui explique qu'ils soient encore en vie. » (*Le Monde* du 19 février 1988). Par là même, il préconise ouvertement comme moyen pour ces militants de se donner la mort, l'interruption du traitement vitaminique.

Il apparaît que monsieur Albin Chalandon se rend également coupable de « non assistance à personne en danger » (article 63 alinéa 2 du Code pénal).

Etant donné ses fonctions, monsieur Chalandon ne saurait ignorer le caractère illégal, parce que contraire au principe de non-discrimination énoncé par la Convention Européenne des droits de l'homme, de l'isolement imposé aux détenus d'Action directe.

Il n'ignore pas davantage la réalité et l'imminence du péril encouru par ces détenus. Rappelons que la notion de « péril » a été reprise et définie par la Cour d'appel de Paris dans un arrêt du 28 novembre 1986 rendu contre Yves Le Bonniec : « Le péril consiste en un état dangereux faisant craindre de graves conséquences pour la personne qui y est

exposée, quelle qu'en soit la cause ou la nature. »

Monsieur Chalandon a clairement manifesté son intention de ne pas porter assistance aux victimes, alors même que ses fonctions le lui permettaient sans risque pour lui ou des tiers.

La cour d'appel ayant condamné les requérants pour non assistance à personne en danger sur la base d'un simple échange de correspondances (arrêt de la cour d'appel sus-citée) la justice ne pourra qu'appliquer les mêmes critères de jugement concernant les faits de l'espèce.

Ces faits constituent le délit de « provocation au suicide » et « non assistance à personne en danger » délit prévu et réprimé par les articles 318-1 et 63-2 du Code pénal, et une violation des principes énoncés dans la Convention européenne des droits de l'homme, en particulier dans les articles 2-3-14 et les protocoles additionnels et justifie la présente plainte contre X et en particulier contre monsieur Albin Chalandon, garde des Sceaux demeurant au ministère de la Justice, 13, place Vendôme, 75001 Paris, avec constitution de partie civile.

En conséquence, monsieur Claude Guillon et monsieur Yves Le Bonniec déposent pour ces motifs plainte et se constituent partie civile entre vos mains, et vous offrent de consigner entre vos mains la somme qu'il vous plaira de fixer.

Fait à Paris, le 22 février 1988.

HÔPITAL

Où est donc passée la mort ?

POUR une fois, les projecteurs ne sont pas braqués sur les miracles de la haute technologie médicale. Toutes les parties en cause, médias, justice, police, se sont montrées mal à l'aise. Personne n'échappe à l'étalage des dessous du C.H.U. La police n'a pas effectué toutes les vérifications nécessaires. La justice doute tellement qu'elle a préféré relaxer tous les accusés. Et surtout la médecine sort saine des affaires de Poitiers et d'Amiens.

Théâtralement amenée pour impressionner jurés et experts, « l'expérience » d'Amiens sur un homme dans le coma, relance des débats dits de fond sur la nature et les limites de la mort. Soudain, apparaissent au grand jour des pratiques d'expérimentation pourtant assez courantes, effectuées sous le couvert de

tions dictées par les nécessités de la science et celles liées au prestige du chercheur lui-même.

Le professeur Milhaud a le mérite choquant de la franchise, et montre sans pudeur que les malades sont susceptibles de devenir des armes dans un conflit opposant deux castes médicales.

Le combat des chefs

Derrière la mort de Nicole Berneron et l'utilisation de Pascal Louette comme cobaye, se jouent des carrières et s'opposent deux clans : celui des chefs de services et celui des assistants.

Ces affaires remettent à sa juste place le mérite du corps médical. Mais elles ne doivent pas masquer l'ensemble du problème hospitalier. Avec sa structure hiérarchique compliquée et cloisonnée, sa gestion tiraillée entre une volonté de prestige et des pénuries chroni-

ques de budget et de personnel, le C.H.U. est un monde à part.

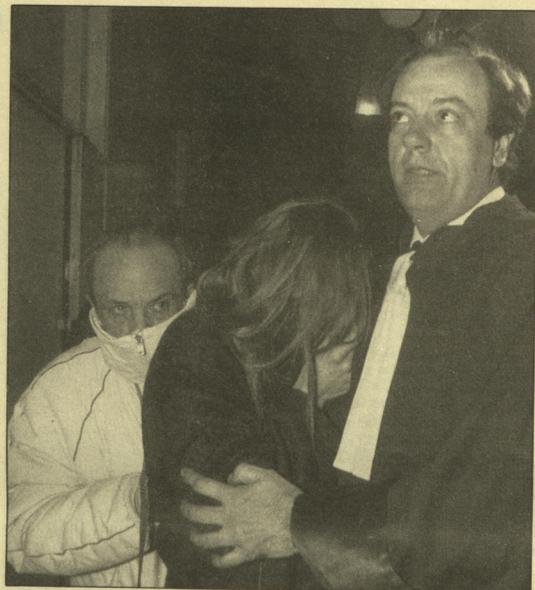
Commencé dans les années soixante sur le modèle américain, le programme des tours hospitaliers (comme à Poitiers) a fait la preuve de son inefficacité économique et sanitaire. Outre des frais d'investissement trop élevés, le prix du moindre ustensile augmente considérablement s'il est considéré comme matériel hospitalier. La « santé » est un domaine très lucratif pour les industriels de la pharmacie et des appareils médicaux.

La hiérarchie et le trop grand cloisonnement entre les différentes catégories du personnel se traduisent par un manque systématique de personnel dans chaque secteur et des conflits larvés entre les différentes strates de la hiérarchie. La notion d'équipe soignante apparaît dans les faits comme un leurre, d'où, pour les malades, de longues heures d'attente inutiles, des erreurs, voire des accidents graves. Le secteur privé offre encore moins de garanties : le profit y est la seule motivation et les conditions de sécurité sont souvent insuffisantes.

Créateurs d'effet pervers

Mondes clos, les hôpitaux génèrent aussi des phénomènes négatifs, psychologiques et physiques, sur une partie non négligeable des patients. Il arrive que les services de réanimation médicale soient remplis de patients provenant d'autres étages (fautes d'asepsie, contamination, etc.).

Depuis plusieurs années la critique des effets pervers de la technologie médicale s'approfondit (1). Mais elle sert trop souvent à promouvoir des formes de médecine aléatoires et soit-disant nouvelles. De ces recherches deux constats demeurent. D'une part, les exploits réalisés dans les sal-



Les parents du « cobaye » et leur avocat.

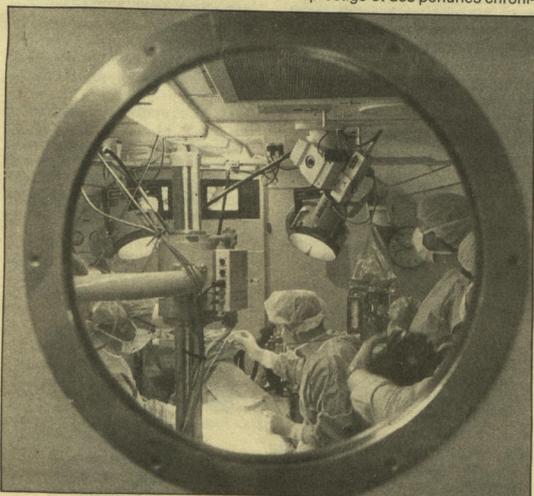
les d'opération influent peu sur l'hygiène, les conditions d'existence, l'espérance de vie. Pourtant progrès technique et développement de l'hygiène ne devraient pas être contradictoires. D'autre part, la prévention des maladies passe par l'information, l'amélioration de l'habitat et des conditions de travail, etc. Toute la population peut et doit en être partie prenante. Par contre, la technologie médicale est l'affaire des spécialistes, qui s'érigent en maîtres de la santé et de la mort.

Le scandale déclenché par le professeur Milhaud est l'affirmation de ce pouvoir. Mais tant que la médecine restera un monde à

part, ne sera pas intégrée dans une conception globale des problèmes politiques et sociaux, il sera illusoire de poser le problème juridique d'une définition de la mort. Actuellement, une telle définition ne peut qu'être fluctuante et ne peut pas tenir compte de la dignité de chacun devant la mort dans les faits. Tant que nous sommes soumis dans tous les aspects de notre vie, nous ne pouvons espérer être responsables de notre santé et de notre mort.

F. DAVID

(1) Lire par exemple l'ouvrage de I. Illitch : *Némésis médicale*.



LES FEMMES VIETNAMIENNES

Interview de Mai Thu Vân

A l'occasion du nouvel an asiatique, l'émission « Femmes libres » (1) a reçu, le 17 février 1988, Mai Thu Vân, auteur du livre intitulé *Vietnam. Un peuple, des voix* (2). Née en Nouvelle-Calédonie d'un père vietnamien, Mai Thu Vân vit en France métropolitaine depuis vingt-quatre ans. Elle part au Vietnam en 1978, « avec en tête une pléthore d'images de femmes libérées qui ont bouleversé les vieux concepts pour aller au-devant du socialisme » (3). Elle y reste quatre ans et demi. Nous reproduisons plus particulièrement les extraits de cet interview concernant la condition féminine au Vietnam. Une seconde partie suivra dans le prochain numéro du *Monde libertaire*.

Le comité de rédaction

(1) « Femmes libres », tous les mercredis de 19 h à 20 h 30, sur Radio-Libertaire 89,4 MHz en région parisienne.

(2) Vietnam. Un peuple, des voix, Mai Thu Vân, Pierre Horay éditeur.

(3) Vietnam. Un peuple, des voix, page 20.

— **Mai Thu Vân** : J'ai publié ce livre en 1983 après un séjour au Vietnam de quatre ans et demi. C'était mon premier séjour au Vietnam parce que je suis née en Nouvelle-Calédonie. Le hasard a voulu que j'aie à la terre de mes ancêtres. J'étais partie avec l'idée de découvrir la réalité des femmes vietnamiennes, parce que comme je le raconte dans l'introduction de mon livre je ne connaissais le Vietnam qu'à travers la lutte anti-guerre. J'étais fascinée par la condition de la femme vietnamienne à travers la propagande. Les femmes vietnamiennes étaient présentées comme des femmes héroïques qui se battaient pour la libération de leur pays. Elles avaient, d'après les textes de cette époque, obtenu toutes les conditions pour vivre une vie libérée.

Donc, en allant au Vietnam, j'étais partie avec l'idée de rencontrer ces femmes libérées (...). Mon arrivée à Hanoï a été vraiment impressionnante parce que je voyais partout des femmes qui travaillaient comme des bêtes de somme. C'étaient elles qui faisaient les travaux lourds, qui balayaient les rues, qui faisaient les constructions, qui étaient dans les rizières. Et, à partir de là, j'avais l'idée de les interviewer. J'avais contacté l'Union des femmes. Comme dans tous les pays « socialistes », il y a une centralisation des pouvoirs. Et il y a une section des femmes. Donc l'Union des femmes du Vietnam était là pour porter la parole sur la libération de la femme.

— **Nelly** : J'ai lu les témoignages. Ils sont vraiment angoissants (...).

— **M.T.V.** : (...) Les femmes du Nord parlaient de la révolution socialiste et les femmes du Sud parlaient de la transition vers le socialisme (...). C'est l'image du Vietnam que nous rencontrons à l'étranger. C'est le Vietnam divisé, c'est le Vietnam qui a vécu deux expériences toutes aussi douloureuses, c'est-à-dire le Nord avec une guerre sans fin et le Sud avec une occupation américaine sans fin (...).

L'Union des femmes était là pour parler de la réussite de cette libération. (...) L'Union des femmes parlait des femmes libérées, mais en réalité, (...) ce ne sont pas des femmes ce sont des mères libérées, des travailleuses. Le mot « femme » est utilisé pour distinguer le masculin du féminin. Mais ce n'est pas vraiment de la « femme » dont on parle, ni de la libération de la femme.

— **N.** : Le témoignage d'une employée de 37 ans. Tu lui demandes : « Comment vivez-vous le rôle de femme dans une société socialiste idéale, un socialisme positif et créateur ? ». Et elle répond : « Dans le contexte actuel, je ne vois rien à l'horizon. Nous sommes noyées dans les discours, la situation économique est désastreuse, nous n'avons pas le temps de nous pencher sur la condition de la femme. Les femmes ont des responsabilités trop lourdes et n'ont pas le temps de se concentrer sur leur condition individuelle. Toute la société souffre de pénurie, et les femmes ont toujours été à la base de la production, tant en ville qu'à la campagne. On peut dire aujourd'hui que la femme doit s'oublier elle-même.

Elle mangera après les enfants, elle parlera après les hommes, elle dormira après tout le monde... La femme a toujours été éduquée dans l'abnégation d'elle-même, nos mères la vivaient déjà... On a toujours sacrifié l'éducation de la fille au profit du garçon. Même si les lois sur l'égalité des sexes ont été promulguées, nous ne pouvons pas changer les mentalités de nos ancêtres en deux générations. » (1) (...)

A travers tous les interviews que tu as fait, que ce soient des employées, des médecins, des femmes qui ont des postes de responsabilité ou des balayeurs (...), c'est partout pareil.

— **M.T.V.** : Oui. Ce qui est étonnant c'est la conscience des femmes vietnamiennes. Je me souviens de la réflexion d'un journaliste (...) : il me disait : « Je ne comprend pas, vous rapportez des témoignages insensés. On a l'impression que c'est une histoire inventée. Comment voulez-vous que ces femmes puissent penser de cette manière ? » Et bien ! je répondais simplement qu'elles ne le pensaient pas, elle le vivaient (...). Ce n'est pas un témoignage, c'est un vécu raconté. Et je l'ai recueilli comme tel.

Les femmes vietnamiennes ont une conscience extrêmement cinglante de leur réalité parce que c'est ce avec quoi elles doivent conjuguer tous les jours : cette souffrance, la pénurie, le démantèlement de la famille, une société nouvelle qui s'impose avec un langage complètement nouveau.

Il ne faut jamais oublier que la société vietnamienne se modernise avec des concepts occidentaux, toute la structuration de la société vietnamienne aujourd'hui est faite sur un modèle occidental. Alors comment un vietnamien ou une vietnamienne peut vivre sans se sentir menacé jusqu'à son âme, jusqu'au plus profond de son corps, cette transformation sociale. Moi j'ai l'impression que la société vietnamienne est en train de vivre ce que la France a vécu au début du XIX^e siècle (...).

— **N.** : Cette année du dragon prend une importance toute particulière pour le Vietnam ?

— **M.T.V.** : Oui, parce que le peuple vietnamien espère trouver la paix avant la fin du XX^e siècle.

— **N.** : Après avoir été si terriblement déchiré.

— **M.T.V.** : Depuis quarante ans.

— **N.** : Oui, mais il y a eu une colonisation avant.

— **M.T.V.** : Oui, il y a eu une colonisation. Mais la guerre sanglante a commencé il y a de cela quarante à quarante-cinq ans. Et elle continue : aujourd'hui on ne peut pas dire que le Vietnam vit dans la paix.

— **N.** : Il y a deux aspects différents du Vietnam : le Vietnam Nord et le Vietnam Sud (...).

— **M.T.V.** : (...) Il y a le Vietnam Nord et le Vietnam Sud. On ne peut pas parler de l'unité du Vietnam (...). Le Vietnam a été colonisé par la Chine pendant dix siècles. Ensuite, il y a eu toutes sortes de guerres internes, de conflits entre des seigneuries. (...) On peut dire que c'est la première fois que le Vietnam se retrouve face à lui-même du nord au sud (...). On parle

beaucoup de cette réunification. Mais pour l'instant la réunification est plutôt ratée (...). Il n'y a pas eu de rencontre du tout.

Et je dirais plutôt que le Sud a beaucoup apporté au Nord, parce que le Nord était resté renfermé sur lui-même pendant des années, très pauvre. Et l'ouverture par la réunification a permis aux femmes vietnamiennes du Nord de se rendre compte qu'il se passait quelque chose ailleurs et que le monde bougeait. Et on le retrouve dans une interview de cette femme médecin.

— **N.** : Venant du Nord, elle arrive dans le Sud et ne comprend pas ce qui se passe parce qu'elle avait été élevée dans une idéologie extrêmement stricte au Nord (...).

— **M.T.V.** : Elle est venue au Sud pour rencontrer sa sœur. Il faut rappeler que dans chaque famille vietnamienne il y a toujours quelqu'un qui se trouve quelque part. C'est-à-dire que nous portons la séparation en nous. Dans les familles vietnamiennes, il y a toujours quelqu'un qui se trouve aux Etats-Unis, quelqu'un qui se trouve en France (...).

— **N.** : Comment travaillent les femmes vietnamiennes ?

— **M.T.V.** : Les femmes, au Vietnam, travaillent huit heures par jour pour un salaire de misère (...). Elles font la double journée comme les femmes françaises. C'est-à-dire qu'après le travail elles s'occupent des enfants, de la famille. En plus

fucéenne (...). Elle la dénonçait avec beaucoup de talent et beaucoup d'envergure.

— **N.** : Est-ce que ça a changé quelque chose ?

— **M.T.V.** : Ça a changé quelque chose, mais à pas de tortue. La tortue c'est le symbole de la pérennité. Donc c'est à pas de tortue, c'est très lent.

— **N.** : Actuellement, il est question d'égalité des sexes, on l'a vu à travers des témoignages d'une femme du Nord, mais on le voit aussi bien à travers le témoignage des femmes du Sud. Il y a des textes sur l'égalité des sexes, mais en fin de compte il n'y a pas grand chose qui a avancé, particulièrement dans les campagnes.

— **M.T.V.** : Oui, dans les campagnes les femmes continuent à travailler énormément, et ce sont elles qui font les travaux les plus durs (...).

— **N.** : Tu as parlé aussi dans ton livre des figures légendaires de femmes.

— **M.T.V.** : Oui, des « Jeanne d'Arc », les sœurs Trung (...). Aujourd'hui elles deviennent des statues, parce qu'elles permettent justement de cristalliser une certaine conscience autour d'elles. Mais je ne pense pas qu'elles symbolisent vraiment la réalité des femmes vietnamiennes.

— **N.** : (...) Pas plus que Jeanne d'Arc ne symbolise la réalité des femmes françaises !



de cela, elles font un travail supplémentaire (...). C'est aux femmes que revient la prise en charge intégrale de la famille et de la société. Sans les femmes la société économique vietnamienne s'écroulerait. Quand on se promène dans les rues de Hanoï ou de Saïgon, Hôchiminh ville, on voit les hommes dans les cafés fumer des cigarettes et déguster le bon café (...). Et puis on voit les femmes s'affairer autour, elles balayent les rues, elles commercent (...).

— **N.** : Que ce soient les femmes du Nord ou du Sud, elles en savent autant. Après avoir passé des années dans la résistance, dans la guerre, parce que là aussi elles ont joué un rôle extrêmement important, on aurait pu croire qu'une fois terminé le conflit elles allaient souffler. Eh bien ! non.

— **M.T.V.** : Une fois la guerre terminée elles rencontrent les mêmes difficultés que dans d'autres sociétés : on essaie de les renvoyer au foyer ou on leur attribue des tâches subalternes. Le pouvoir est entre les mains des hommes. Il n'y a pas de femmes au Comité central. Pendant la guerre on avait désigné quelques femmes pour représenter le Vietnam (...). Le peuple vietnamien reste un peuple très sentimental. Malgré la révolution, malgré les idéologies dès qu'on touche à la vie nous devenons poètes (...). Il y a eu énormément de poètes dans la guerre.

— **N.** : Des poètes hommes ou femmes ?

— **M.T.V.** : Des poètes hommes, des femmes aussi dont on parle moins. Mais je parle de Hồ Xuân Hồng la poétesse du XVIII^e siècle qui écrivait des poèmes extraordinaires pour dénoncer la société con-

C'est un mot et les femmes vietnamiennes avaient vécu ce mot durant la guerre avec conviction. C'était la victoire et notre libération.

— **N.** : Et voici que Thu Vân dit aussi : « Ils ne sont pas seuls à être soldats, les femmes ont fait mieux ! Les hommes veulent garder les meilleures parts du gâteau. Ils tiennent les postes clés du pouvoir, les femmes n'ont que les miettes... Il n'y a aucune femme au Bureau politique... Ils sont seuls à débattre des problèmes qui nous concernent » (3). (...) Alors « l'Union des belles-mères » ?

— **M.T.V.** : Je raconte l'histoire des belles-mères, parce que dans l'éducation traditionnelle on dit toujours à une jeune fille : « Il faut que tu retiennes toutes les vertus car tu dois plaire à ta belle-mère ». Parce que dans le Vietnam traditionnel, lorsque le fils se marie, il ramène la bru chez lui. C'est-à-dire qu'on vit sous le même toit. Et donc la femme est appelée à servir sa belle-mère. Et à servir par le regard et non pas par les mots. C'est-à-dire que la belle-mère jette un regard et la belle-fille doit comprendre (...). L'Union des femmes du Vietnam, appelée l'Union des belles-mères, est là pour justement contrôler la libération de la femme vietnamienne, pour plaire aux hommes.

— **N.** : Thu Vân dit : « L'Union des belles-mères (...) nous a mis sur le marché du travail, a fait de nous des travailleuses héroïques, des femmes vertueuses. Nous sommes de bonnes mères, de bonnes épouses, des combattantes héroïques... patientes et douces » (4). Quelle libération !

— **M.T.V.** : Les femmes qui dirigent l'Union des femmes sont des supports du pouvoir. Elles sont là pour justement articuler les « vertus » de la société féodale et les « vertus » de la société moderne, concilier tradition et révolution. C'est-à-dire être une bonne épouse, une bonne mère et une bonne productrice.

— **N.** : Thu Vân dit encore : « On magnifie l'image de la femme comme celle d'une sainte » (5). Autrement dit, c'est pas quelqu'un de vivant. Elle n'a pas d'existence propre.

— **M.T.V.** : Non, elle est l'image de la femme socialiste que l'on voit sur les murs de Hanoï.

— **N.** : C'est terrible parce qu'on ne sent pas d'espoir (...).

— **M.T.V.** : Oui, mais je pense qu'à partir de l'instant où elles ont la conscience de cet état, c'est ça l'espoir. Avec la conscience elles peuvent justement faire quelque chose pour changer le cours de l'histoire. C'est ce qu'il faut espérer. Parce que les femmes parlent, les femmes se racontent, les femmes critiquent, les femmes se révoltent.

— **N.** : Oui, mais apparemment avec les charges qu'elles ont, la famille, le double travail, il ne leur reste pas grand temps pour se révolter, pour témoigner, pour avoir une action...

— **M.T.V.** : Elles n'ont pas d'action directe (...). Mais je pense qu'à partir de l'instant où elles ont une conscience très précise de cet état de fait, c'est un premier pas pour faire quelque chose, peut-être pas dans cette génération. Peut-être qu'il faudra attendre plusieurs générations. Et il faut espérer que d'ici à la prochaine année du dragon, c'est-à-dire en l'an 2000, les femmes vietnamiennes auront retrouvé autre chose que cette société de pénurie, de souffrance et de guerre.

(1) Vietnam. Un peuple, des voix, pages 48-49.

(2) Op. cit., page 187.

(3) Idem.

(4) Idem.

(5) Idem.

— **M.T.V.** : Oui parce que « socialisme », c'est un mot (...).

U.R.S.S.

Restructuration de la classe dominante

C'EST un fait : l'U.R.S.S. bouge. Par exemple au niveau de l'expression (1). Ces derniers temps, le ton employé dans la presse a complètement changé. Le contenu des articles aussi, surtout ceux qui s'attaquent à la corruption (2). Pour une fois, une blague (anekdot) favorable au régime : « *Quelle est la différence entre un moustique et un ministre ? Aucune ! On peut abattre l'un et l'autre avec un journal !* »

L'histoire officielle

L'histoire officielle de l'U.R.S.S. de 1984 à nos jours est complètement revue : les prouesses staliniennes et brejneviennes sont relatées ouvertement dans de nombreux journaux. En plus, et ceci est nouveau, la ligne du parti dans les années 1930 est de plus en plus critiquée, alors qu'auparavant les historiens disaient que c'était la seule ligne possible pour la sauvegarde du « socialisme en U.R.S.S. » (sic).

Un exemple : « *Sous Staline, le bureaucratisme s'était mis à étouffer le socialisme. Il n'y avait pas eu dans le pays un appareil aussi puissant de direction et d'oppression, Staline, même avec son aspiration pathologique au pouvoir absolu n'aurait pas été en mesure de perpétuer la moitié de ses méfaits* » (3). Les journaux ressortent réguliè-

ment les textes de Lénine critiquant le bureaucratisme (« *C'est le pire ennemi de l'intérieur* »).

L'U.R.S.S. bouge...

Tous le constatent : l'U.R.S.S. bouge. Mais vers où bouge-t-elle ? Que veut Gorbatchev ? Selon sa nouvelle terminologie officielle, la perestroïka veut ouvrir la voie à des « transformations vraiment révolutionnaires » et a pour but final de « hisser le socialisme en tant que système à un échelon ». Or, on ne peut y arriver qu'en « démocratisant tous les aspects de la vie de l'Etat et en changeant radicalement la gestion de l'économie ».

Selon Spoutnik, « *Les travailleurs ont reçu le droit de choisir certains de leurs dirigeants* » (chouette !). A part cet exemple, la démocratisation a du mal à apparaître. Tout juste peut-on parler de « libéralisation ». Par contre, des lois touchant à l'économie sont déjà rentrées en vigueur (loi sur l'entreprise d'Etat) : « *Les entreprises passent (...) à l'autofinancement, à la rentabilité, à la gestion comptable. (...) Les travailleurs sont payés selon l'efficacité de leur travail* ». Vive le capitalisme libéral d'Etat !

On voit donc que Gorbatchev semble être un représentant de ce qu'on pourrait appeler la « bureaucratie éclairée ». En effet, économi-



quement, le système soviétique s'est révélé être un vrai désastre (surtout au cours des vingt dernières années).

Le rôle de la glasnost

Si l'U.R.S.S. veut continuer à être une grande puissance économique (et militaire) il s'avère urgent pour la classe dominante (qui évidemment ne tient pas à ce que l'U.R.S.S. perde sa place) de réformer complètement. Or encore récemment, la bureaucratie se demandait « *comment améliorer les choses sans rien changer* » (4), ce

qui est impossible. Depuis, Gorbatchev et la bureaucratie sont arrivés aux affaires. Au programme : réorganiser et dynamiser l'économie.

Pour y arriver, il faut se débarrasser d'une bonne partie de la bureaucratie, surtout des « petits bureaucrates ». C'est en partie le rôle de la glasnost et de la « démocratisation ». D'ailleurs, les sociologues soviétiques remarquent que l'enthousiasme pour la perestroïka « décroît en descendant l'échelle administrative » (la hiérarchie).

Il faut aussi augmenter la productivité : c'est le rôle des lois sur l'entreprise d'Etat sur l'exercice

individuel des métiers, la création de sociétés à capitaux mixtes et la progressive liberté d'expression.

Or Gorbatchev se heurte violemment aux conservateurs, soutenus par les petits bureaucrates, qui tiennent à garder leurs privilèges. En plus, la majorité de la population reste encore passive devant la perestroïka et la plupart des ouvriers sont opposés à ce que la rémunération de leur travail dépende de son efficacité.

Et alors ? Il est clair que la perestroïka n'est qu'une restructuration pour la classe dominante : les rapports entre les hommes restent les mêmes. Pourtant, la politique incarnée par Gorbatchev (5) peut permettre l'apparition, voire l'organisation de mouvements contestataires plus larges. Car le vrai changement, à l'Est comme à l'Ouest, ne viendra jamais d'en haut. Mais de la base.

Xela PUPAS (C.L.E.A.-Paris)

(1) N'oublions quand même pas les dissidents libérés, une libéralisation de la vie intellectuelle, etc.

(2) La nouvelle règle veut qu'on puisse tout critiquer pour « négligences dans le travail ».

(3) Cf. Spoutnik, février 1988.

(4) Discours de Gorbatchev au XXVII^e congrès du P.C.U.S.

(5) Encore faudrait-il qu'elle réussisse. Les conservateurs n'ont pas dit leur dernier mot.

R.F.A.

L'acier, les ouvriers et la crise

YA-T-IL une victoire pour les syndicalistes allemands ?

Les négociations du début de l'année dans l'industrie métallurgique ont débouché sur un compromis qui s'approche des revendications proclamées depuis 1984 (la semaine de 35 heures sans diminution de salaire) : le syndicat a obtenu une hausse de salaires de 2% et une réduction de temps de travail de 38 heures à 36 heures et demi par semaine. Cet accord ne fut même pas précédé d'une lutte importante... et cela n'est pas tout : il y a deux semaines, le gouvernement Kohl a promis une aide de 500 millions de D.M. à l'industrie minière et métallurgique. Pourquoi tous ces « cadeaux » coûteux ?

Ce n'est pas un secret, dans l'industrie de la houille et de l'acier les choses — c'est-à-dire les profits — vont mal, pas seulement en Allemagne fédérale, mais dans toute l'Europe. Depuis 1976 les industries essaient, en utilisant les structures politiques de la C.E.E., de riposter contre la surproduction en acier et la concurrence du tiers monde avec ses bas salaires (création du cartel « Eurofer »).

Le mot d'ordre est, bien sûr, « restructuration ». On fixe la quantité de production, on subventionne la suppression d'usines et donc la suppression d'emplois. Dans la Ruhr, avec 5,1 millions d'habitants le centre industriel à la plus grande densité démographique en Europe, on assiste déjà depuis la fin des années cinquante à un démantèlement progressif de l'industrie d'abord houillère (de 494 000 salariés à 118 000 à l'heure actuelle !) et puis métallurgique (qui occupent 60% de la population active).

Depuis 1980, les aciéries des groupes Mannesmann, Hoersch Klöckner, Thyssen, Krupp ont supprimé 65 000 emplois, d'ici à 1989 ils veulent en faire disparaître encore 35 000 pour maintenir les profits, tout en ayant été, dans le même laps de temps, subvention-

nés par 83 000 millions de D.M. en provenance des caisses étatiques, c'est-à-dire des impôts. La logique capitaliste est simple, certes, mais ces répercussions sociales.

Une colossale restructuration

Dans la Ruhr la situation se dramatise : les communes endettées doivent payer de plus en plus d'aides sociales, de chômage (taux de 15,5% pour la région), affronter les problèmes posés par des jeunes sortant de l'école sans trouver des possibilités de formation et d'emploi, tandis que les professions libérales émigrent et laissent les derniers professeurs avec trop d'élèves et les médecins avec trop de patients.

Ainsi, en décembre 1987, la tension éclate autour de l'aciérie Rheinhausen de Krupp : après des projets de licenciements chez Thyssen au printemps 1987, après un « concept d'optimisation » (avancé par le comité d'entreprise) chez Krupp qui prévoyait la suppression de « seulement » 2 000 emplois à Rheinhausen, la direction commence à réfléchir en novembre officiellement sur l'élimination totale de cette usine et le regroupement de ses capacités avec le matériel d'une aciérie voisine, ce qui ferait perdre leur emploi à 6 000 ouvriers.

C'en était trop : une première grève symbolique, qui consistait à faire tomber le monument à la mémoire du fondateur de l'entreprise, Alfred Krupp, était bientôt suivie, pendant la grève, d'attaques plus sérieuses... Le 9 décembre, les ouvriers prenaient d'assaut la prestigieuse Villa Hügel à Essen pour parler avec l'actuel chef d'entreprise, Berthold Beitz, qui affirmait sa « compréhension ». Un autre jour, ils pénétraient dans l'immeuble de l'administration centrale de Krupp, où le conseil de surveillance

devait donner son accord sur la fermeture de Rheinhausen. Résultat : la décision était repoussée. La plus grande action suivait le 10 décembre, et montrait l'ampleur de cette protestation : un blocage des voies de communication, qui paralysa pour un jour toute la région, était soutenu non seulement par les ouvriers d'autres entreprises, mais aussi par des paysans, des propriétaires de magasins, voire par quelques policiers.

Face à cette agitation, les politiciens ne pouvaient se taire : on assiste depuis à un beau spectacle d'attribution mutuelle des responsabilités.

Pour le président-ministre social-démocrate du « Land » Rhénanie-Westphalie (où est située la Ruhr), M. Rau, il est facile de dire qu'il ne peut réparer ce que le gouvernement C.D.U. a gâché à Bruxelles. Les libéraux, eux, avancent l'accusation inverse. D'autres, tel le conservateur Norbert Blüm, essaient de tirer un profit électoral de la situation (il aimerait prendre la place de Rau en 1989). Des voix « libérales » prennent une position dure et se placent en dehors de la compassion générale : Lambsdorff, ancien ministre de l'Economie, déclare les contestataires « illégaux » et « casseurs », les « vrais ouvriers » de la métallurgie devraient être contents, car ils bénéficieraient d'un revenu garanti spécial de 85% du salaire net au chômage.

Ras le bol et manipulation

Il n'empêche que les travailleurs de la Ruhr se sentent trahis, et ce sentiment est compris et estimé à sa juste valeur : on a parlé de « *incendie en surface* » qui pourrait s'étendre sur toute la région. C'est donc bien par rapport à ce danger-là qu'il faut comprendre l'attitude « généreuse » du patronat et du gouvernement dans les

négociations salariales de janvier...

Ces réactions ont une certaine tradition : pour dissimuler la réalité socio-économique on ne la fait apparaître qu'à petites doses embellies par des mesures de « restructuration ». Cette politique est soutenue par le syndicat des métallurgistes I.G.M. dont l'attitude est flexible, et qui ne cherche que des compromis avec le patronat : ses revendications par rapport aux fermetures intègrent les licenciements, considérés comme nécessaires, en les associant à la création d'emplois de remplacement dans des sociétés encore inexistantes... Par exemple, pour Rheinhausen, le conseil d'entreprise et l'I.G.M. se sont mis d'accord sur un « programme social » qui promet une « réadaptation professionnelle » sur deux ans avec un salaire de 90% du salaire net...

Le gouvernement du « Land » veut créer une « initiative pour l'avenir des zones d'industrie lourde » et y investir quelques millions de D.M. Des tentatives semblables existent dans la Sarre avec une « Fondation Acier de la Sarre » qui, en outre, doit soutenir les revenus des ouvriers en préretraité.

Bref, des mesures qui servent à amortir et à étouffer toute velléité militante de masse sans pour autant résoudre le problème de fond. Il n'y a pas seulement les sidérurgistes qui sont menacés de chômage et de déclin social...

Quels sont les perspectives de transformation véritable ? Les ouvriers de la Ruhr, quant à eux, font en grande partie encore confiance aux conseils d'entreprise et au I.G.M. qui mène souvent, fautive de perspective, des luttes égoïstes au niveau de chaque entreprise (pourquoi nous ? licenciez les autres !), procédé qui ne se prête guère à l'élaboration d'une solidarité commune des travailleurs métallurgistes...

Des anarcho-syndicalistes essaient de nouer des contacts entre les bases des différentes entreprises pour faire avancer la conscience de classe et établir un réseau indépendant de l'administration centraliste de l'I.G.M., mais leur situation est encore assez faible. C'est surtout chez les jeunes qu'ils arrivent à se faire comprendre.

Malgré les actions violentes de décembre, il ne semble pas qu'il y ait une radicalisation profonde, mais plutôt individuelle. En tout cas, quant aux formes d'actions, il y en a qui voient un parallèle entre leur lutte sur le travail et la lutte des autonomes de la Hafenstraße Hamburg, conflit de squatt et de politique communale qui a agité la vie publique surtout l'année dernière, tout en reconnaissant l'importance sociale infiniment plus grande de la crise métallurgique. Un ouvrier : « *Si on démarre ici, les autonomes de la Hafenstraße auront l'air de petits orphelins par rapport à nous* ».

L'analyse des anarcho-syndicalistes revendique la traditionnelle réduction du temps de travail — « moins de travail d'une meilleure qualité » — mais essaie aussi de tenir compte de changements structurels sans se faire des illusions sur la valeur des « réductions » et des « emplois de remplacement » donnés en automne. Une orientation vers la production d'énergie non nucléaire leur paraît souhaitable mais non pas dans une logique de profit pour laquelle la protection de l'environnement est aussi un investissement rentable.

La crise est là, indéfiniment et structurelle. On peut espérer que les ouvriers ne sont pas si dupes pour ne pas comprendre la manœuvre d'apaisement des patrons et du gouvernement. Le dernier mot sur Rheinhausen et les aciéries de la Ruhr n'est pas encore dit.

C. M.

POLOGNE

Anarchisme et jeunesse en Pologne

Across Frontiers est une revue trimestrielle américaine donnant des informations régulières sur les mouvements d'opposition dans les pays de l'Est, et qui analyse la situation dans ces mêmes pays. Bien que ne partageant pas toutes les opinions données dans cette revue, nous avons pensé qu'il était intéressant de vous présenter l'article ci-dessous. Comme il était écrit dans un précédent article du *Monde libertaire* sur l'anarchisme aux Etats-Unis, un certain nombre de libertaires américains participent à ce mouvement de solidarité entre l'Est et l'Ouest. Nous vous ferons part, dans les numéros ultérieurs, d'informations concernant les autres pays de l'Est, et notamment l'U.R.S.S.

Relations internationales

POSEZ des questions sur l'anarchisme en Pologne et vous aurez sans doute soit une condamnation sans concession, soit un cours sur le mouvement des coopératives d'avant-guerre et sur la philosophie socialiste libertaire d'Edward Abramowski. Ou, peut être, vous parlera-t-on de ces « fous » de Gdansk, les R.S.A.

Le Mouvement pour une société alternative

Ces derniers, le Mouvement pour une société alternative gagnèrent en notoriété nationale en menant un

l'autorité de l'Etat sur l'individu — dit autrement, nous luttons pour l'élimination de la violence dans la vie de tous les jours, l'élimination de la censure et de la peine de mort. Nous nous battons pour le droit à s'associer librement, pour le droit à une culture et une éducation indépendantes. Nous nous battons pour protéger l'environnement naturel (nous sommes opposés à des centrales nucléaires en Pologne). Cela ne peut être atteint instantanément (soit par le miracle ou par la révolution) — cela devrait être approché par étapes — aujourd'hui c'est l'étape contre l'armée. » (tract dis-

rent par tout abandonner et ne plus rien faire... Si tout le monde s'était assis en cercle en se demandant "s'il était encore temps ?", en août 1980, rien ne serait arrivé. Notre passivité et nos auto-limitations dans la lutte encouragent les rouges vers la "normalisation", ce qui signifie l'esclavage total du pays » (Piotr Lubik, *Homek*, novembre 1985).

Des marginaux ?

Beaucoup de Polonais, de tous bords et horizons politiques, considèrent R.S.A. comme des marginaux, tous d'accord sur la condamnation de R.S.A. et de sa philosophie comme étant : « un regain gauchiste naïf et anachronique... basé sur des attaques impétueuses contre l'Etat et la loi à partir de positions d'"état de nature" (d'où le nom *Homek*) », ce qui provoque, « le rire, la pitié... et l'indignation devant l'outrage commis en insultant l'Eglise et Walesa » (M. K., dans *Przeład Polityczny* n° 6, Gdansk 1985).



contingent de jeunes affronter la police lors de la manifestation du 1^{er} mai 1985. La police fut accueillie par des pierres volant de toute part, et dut même s'abriter chez les habitants du coin afin de se protéger des manifestants.

Le combat de rue, en particulier en période de loi martiale, n'est pas, en soi, inhabituel. Ce qui fait de R.S.A. un mouvement unique en son genre, c'est qu'il se revendique implicitement de l'anarchisme. Son journal, *Homek*, qui fut publié 28 fois de 1983 à 1986, a fait connaître des articles condamnant l'autorité de l'Etat, l'armée, l'Eglise et les parties les plus traditionnelles du mouvement d'opposition Solidarité. « *Notre philosophie* », rapporte un des numéros d'*Homek*, « c'est qu'il est interdit d'interdire ».

Concernant l'armée : « *Nous ne regardons pas le "service alternatif" comme un but final, mais comme un moyen de se débarrasser complètement de l'armée. La lutte contre l'armée fait partie de notre programme dont le but est d'abolir*

tribué par le R.S.A. en juillet 1986).

Au travail : « *Le problème ne sera jamais résolu par des idéologies (travail de routine, insensé). Lorsqu'ils viennent au pouvoir, la seule chose dont ils se préoccupent c'est la production... Le travailleur doit humaniser le travail lui-même... Il ne peut se reposer ni sur des représentants ni sur des négociations politiques. Seule la représentation de groupe, avec des rotations fréquentes et sans chef, évitera que la question du travail ne se noie dans des discussions sans fin. Nous n'avons pas le droit de laisser cette faute, commise par Solidarité, se répéter... Le problème de la relation entre le supérieur et le subordonné (...) continuera à exister jusqu'à ce que l'autorité et la propriété soient abolies.* » (Dmytro Lewycki dans *Homek*, octobre 1986).

Sur « les limitations propres à la révolution » : « *nos leaders et leurs conseillers abandonnèrent d'abord la grève générale, puis tout type de grève, de manifestation, et plus tard, du moins à Gdansk, ils fini-*

Mais ce même commentateur termine en disant que malgré les critiques de R.S.A., il avait un certain respect pour le bon sens pratique et les actions concrètes menées par R.S.A., telle la campagne contre le service militaire et les manifestations du 1^{er} mai. L'influence explicite de la philosophie anarchiste et l'attitude envers la société, moins anarchiste, se retrouvent dans les nouvelles formes de militance politique, dont l'exemple le plus visible est W.I.P. (Liberté et Paix).

Une campagne antimilitariste

R.S.A. a eu un rôle important dans la campagne antimilitariste menée par W.I.P., et cela, malgré que les groupes soient particulièrement différents. W.I.P. est présent au niveau national, alors que R.S.A. est, à l'origine, un groupe « basé » sur Gdansk ; W.I.P. maintient des contacts étroits avec le groupe d'opposition Solidarité et apparaît en public ouvertement ; les

rédacteurs à *Homek* utilisent tous, quand à eux, des pseudonymes.

Pourtant, il semble que ces deux groupes partagent un élan vers une « culture jeune et libertaire ». Cela est particulièrement vrai pour le groupe du W.I.P. présent à Gdansk, qui publie un journal appelé *A Capella* (dont le A est toujours cerclé).

D'après *A Capella* : « *Wolność i Pokój (W.I.P.) est un mouvement de génération. Il rassemble des jeunes qui ne sont pas apathiques vis-à-vis du monde et croient que "quelque chose" peut être réalisé. On trouve des gens très différents les uns des autres : des anarchistes et des religieux, des politiciens et des moralistes, des hippies et des punks. Nous n'avons pas une idéologie qui nous unit, un uniforme type ou une coupe de cheveux identique. Ce que nous avons en commun, ce sont des problèmes que nous voulons résoudre et notre opposition à la violence qui détruit le monde. Nous croyons que le militarisme menace l'humanité, et pensons qu'un être humain est plus important que la collectivité dans laquelle il vit. Nous croyons que chacun a le droit à sa propre vie et à la mener selon ses propres idées. Aucune autorité ne peut violer ce droit. Nous exigeons l'abolition du service militaire obligatoire et de l'éducation militaire existant dans le système scolaire. Nous voulons respirer de l'air propre, boire de l'eau propre, manger des aliments sains. Nous exigeons l'arrêt de la destruction de l'environnement naturel, l'arrêt de la construction de centrales nucléaires.*

« *Nous atteindrons ces buts par la lutte non violente, par exemple, par des actes individuels, de refus du service militaire ou du serment à l'armée, de refus de payer les amendes de justice, par des manifestations, en collectant des signatures sur des pétitions, des grèves de la faim, et, bien sûr, en s'opposant à toute la répression qui va s'abattre sur nous. Nous coopérons avec des pacifistes et des anarchistes du monde entier. Nous travaillons avec Amnesty International pour demander la fin de la peine de mort, etc* » (Df-Da, supplément à *A Capella*, été 1987).

L'anarchisme et la culture de la jeunesse, une « sensibilité verte » (écologie, antimilitarisme, action directe) se mélangent et se renforcent en Pologne. Cela est obtenu malgré et grâce au fait que tous ces groupes sont fiers de leur autonomie. Parfois les journaux clandestins et des mouvements « adultes » accusent « leur jeunesse » de « mauvaise influence ».

Le K.O.S. de Varsovie, voulant répondre à une critique de *A Capella* sur le leadership de Solidarité, l'accusa d'être « noyauté » par R.S.A. ». *A Capella* répliqua qu'il n'en était rien et que l'article en question ne voulait que dire, tout fort, que Solidarité n'est pas un monolithe et que les voix dissidentes devaient être entendues (*A Capella*, avril 1987).

A travers les publications de ces nouveaux groupes

Les publications de ces nouveaux groupes sont pleines de dessins iconoclastes, de poésies provocatrices, de chansons punks, etc. A côté de cela se trouvent divers articles antimilitaristes, écologistes, etc.

La discussion se poursuit parmi les jeunes. Un des articles souligne avec frayeur les aspects autodestructeurs des divers sous-cultures en Pologne. Un punk, par exemple, peut être attaqué dans la rue, aussi bien par un policier que par un autre jeune. Même si cela peut être rattaché à l'atmosphère générale de répression, dit l'auteur,

cela ne peut faire accepter qu'« *aujourd'hui les rues soient gouvernées par les satanistes et les skin-heads... dont les versions soviétiques sont les Lubercy.* » (Andrzej Balewski in *Szczecin*, W.I.P. magazine de juin 1987).

Une perspective différente apparaît dans « *Détruisons la cage* », un article qui examine les implications politiques de la musique punk essentiellement apolitique. « *Sa moquerie instinctive du style de la vie conventionnelle, des politiciens et de la haute culture avec la nécessité de vivre en marge de la société, fait de la culture punk soit un moyen d'échapper à la réalité inconfortable ou l'émergence de lutte contre elle. Et on ne peut nier que la relative liberté dont jouit la culture alternative en Pologne vient de la conscience politique du mouvement d'opposition.* » (Frank Skandal, in *A Capella*, février 1987).

Tout cela, finalement, s'ajoute à cette nouvelle génération de militance, variée, iconoclaste, idéaliste... dont la philosophie est sans doute bien exprimée par ce slogan sur le couvercle de *A Capella* : « *Vivons et laissons les autres vivre* ».

Tiré de « *Across Frontiers* »

POLOGNE

Libérations

Nous sommes heureux de vous annoncer la libération, survenue le 18 décembre 1987, de Robert Chelacz et de Tomek Lupanow. Rappelez qu'ils avaient été condamnés en septembre 1982 à 25 et 13 ans de prison, pour avoir, au lendemain de la proclamation de l'état de guerre en Pologne, blessé mortellement un milicien, le sergent Karos, en tentant de lui prendre son arme.

Des membres de l'association ont pu les rencontrer, début janvier 1987, en Pologne. Robert et Tomek sont en liberté conditionnelle, ils espèrent poursuivre leurs études et recommencent à vivre...

Nous annonçons à cette occasion, l'auto-dissolution de l'association « Les amis de Robert et Tomek » ; l'objectif que nous nous étions fixé lors de sa création, à l'automne 1982, ayant été atteint.

Robert et Tomek, leur famille et tous leurs amis, remercient encore une fois tous ceux qui, ici et dans le monde, les ont soutenus dans ces six années de souffrance et de lutte.

Les amis de Robert et Tomek

COLOMBIE

Radio-Libertaire et les Relations internationales

Depuis quelques mois, les Relations internationales de la Fédération anarchiste participent à une émission dans le cadre du « Magazine libertaire ». Cette émission, avec des invités nouveaux venant de différents pays, nous permet d'avoir des informations internationales que vous ne trouverez pas toujours ailleurs. La prochaine émission aura lieu le dimanche 13 mars, de 18 h 30 à 20 h 30. Le thème en sera la Colombie, avec un invité, rentré récemment de ce pays et membre de la F.I.D.H., et, sous réserves, un deuxième invité nous apportant des nouvelles fraîches du Chili. Une soirée de débat et de communication internationale en perspective.

Relations internationales

KROPOTKINE

Le libéralisme existe-t-il ?

On a beaucoup parlé du libéralisme. Même les socialistes qui sont pourtant de tradition jacobine ont blanchi le rose de leur idéologie, sous la pression des faits et des discours. La fameuse deuxième gauche néo-cléricale, récemment analysée par Philippe Chailan (*Monde libertaire* n° 687 et 688), était là pour cela.

Avec la crise boursière, le terme est maintenant beaucoup moins coté. Les choses n'en ont pas pour autant fondamentalement changé. Mais, au fait, le libéralisme existe-t-il vraiment ? Au début du siècle, Kropotkine posait les fondements du débat et nous montrait déjà ce que les pseudo-socialistes nous réservaient.

Philippe PELLETIER

DIRE, comme le disent souvent des critiques superficiels de la société, que le capitalisme moderne trouve son origine dans « l'anarchie de la production », — dans « la doctrine de non-intervention de l'Etat », lequel, à ce que l'on prétend, aurait pratiqué le *laissez faire* et le *laissez passer*, — répéter cela, nous ne le pouvons pas, puisque nous savons que ce n'est pas vrai. Nous savons parfaitement que les gouvernements, alors qu'ils donnaient pleine liberté aux capitalistes de s'enrichir par le travail des ouvriers réduits à la misère, n'ont jamais, dans le courant du dix-neuvième siècle, nulle part donné aux travailleurs la liberté de « faire comme ils voulaient ». *Jamais nulle part, la formule du « laissez faire, laissez passer » n'a été appliquée.* Pourquoi dire le contraire ?

En France, même la terrible Convention « révolutionnaire », c'est-à-dire jacobine, prononçait la mort pour la grève, pour les coalitions et la formation d'un Etat dans l'Etat ! Faut-il parler, après cela, de l'empire, ou de la royauté restaurée, ou même de la république bourgeoise ?

En Angleterre, en 1813, on pendait encore pour la grève, et en 1843, on transportait les travailleurs en Australie pour avoir osé former l'Union des Métiers de Robert Owen. Dans les années soixante on envoyait encore les grévistes aux travaux forcés, sous le prétexte, bien connu, de défendre la liberté du travail. Et même de nos jours, en 1903, en Angleterre, une compagnie obtenait qu'une réunion de métier lui payât 1 275 000 francs de dommages et intérêts pour avoir *dissuadé* des travailleurs de se rendre à l'usine en temps de grève (pour le *picketing*). Que dire donc de la France, où la permission de fonder des syndicats de métier ne fut accordée qu'en 1884, après la fermentation anarchiste à Lyon et celle des mineurs à Montceau-les-Mines ! Que dire de la Belgique, de la Suisse (souvenez-vous du massacre d'Airolo !), et surtout de l'Allemagne ou de la Russie ?

D'autre part, faut-il rappeler comment l'Etat amène le travailleur des champs et des villes à la misère par ses *impôts* et par les *monopoles* qu'il crée, de façon à le livrer pieds et mains liés au fabricant ! Faut-il raconter comment, en Angleterre, on a détruit autrefois, et l'on détruit



encore, la possession communale du sol en permettant au lord local (autrefois il n'était rien qu'un juge : jamais *propriétaire*) d'enclorre les terres de la commune et de s'en emparer par cela même pour son compte ? Ou bien raconter comment la terre, en ce moment même, est enlevée aux communes paysannes russes par le gouvernement de Nicolas II ?

Faut-il dire, enfin, comment, aujourd'hui même, tous les Etats,

sans exception, constituent d'immenses monopoles de toute sorte, sans parler des monopoles créés en pays conquis, comme l'Egypte, le Tonkin, ou le Transvaal ? Qu'y a-t-il à parler de l'*accumulation primitive*, dont Marx nous entretenait comme d'un fait passé, lorsque chaque année de nouveaux monopoles sont constitués par tous les parlements dans le domaine des chemins de fer, des tramways, du gaz, des conduites d'eau, de l'électricité, des écoles, etc., etc., sans fin !

En un mot, jamais, dans aucun Etat, ni pour un an ni même pour une heure, le système du *laissez faire* n'a existé. L'Etat a toujours été, de tout temps, et il l'est encore, l'appui, le soutien et aussi le *créateur* direct et indirect du capital. Par conséquent, s'il est permis aux économistes bourgeois d'affirmer que le système de la « non-intervention » existe — puisqu'ils s'efforcent de prouver que la misère des masses est une loi de la nature — comment peuvent des socialistes tenir ce langage aux travailleurs ! *La liberté de résister à l'exploitation, jusqu'à présent, n'a jamais existé nulle part.* Partout il a fallu la conquérir, pas à pas, en couvrant le champ de lutte d'un nombre inouï de victimes. La « non-intervention », et plus même que la « non-intervention », — l'aide, l'appui, la protection ont toujours existé au profit des exploités seuls. Et il n'en pouvait être autrement.

Le socialisme, nous avons dit, quelle que soit la forme sous laquelle il se présentera dans l'histoire pour approcher du communisme, devra ainsi trouver sa forme de rapports politiques. *Il ne peut pas profiter des formes politiques anciennes, comme il ne peut pas profiter de la hiérarchie religieuse et de ses enseignements, ou de la forme impériale ou dictoriale et de leurs théories.* (...)

Il est évident qu'en comprenant de cette façon le problème de la révolution sociale, l'anarchie ne peut se laisser séduire par un programme qui pose comme but « la conquête des pouvoirs dans l'Etat actuel ».

Nous savons que par la voie pacifique, cette conquête n'est pas possible. La bourgeoisie ne cédera pas son pouvoir sans lutter. Elle ne se laissera pas déposséder sans résister. Mais à mesure que les socialistes deviendront un parti de gouvernement et partageront le pouvoir avec la bourgeoisie, leur socialisme devra nécessairement pâlir : c'est ce qu'il a déjà fait. Sans cela, la bourgeoisie, qui est beaucoup plus puissante, numériquement et intellectuellement, qu'on ne le dit dans la presse socialiste, — ne leur reconnaîtrait pas le droit de partager son pouvoir.

D'autre part, nous savons aussi que si une insurrection réussissait à donner à la France, ou à l'Angleterre, ou à l'Allemagne, un gouvernement provisoire socialiste, celui-ci, sans l'activité constructive, spontanée du peuple, serait absolument impuissant et deviendrait bien vite un empêchement, un frein à la révolution. Il serait le marche-pied d'un dictateur, représentant la réaction.

En étudiant les périodes préparatoires des révolutions, nous arrivons à la conclusion qu'aucune révolution n'est née dans la résistance ou dans l'attaque d'un parlement, ou toute autre assemblée représentative. *Toutes les révolutions ont commencé dans le peuple.* Et jamais aucune révolution n'a fait son apparition, armée de pied en cap, comme Minerve sortant du cerveau de Jupiter. Toutes ont eu, en outre de leur période d'incubation, leur période d'évolution, pendant laquelle les masses populaires, après avoir formulé des exigences très modestes au début, se pénétraient peu à peu, et même assez lentement, d'un esprit de plus en plus révolutionnaire. Elles devenaient plus hardies, elles osaient plus, elles gagnaient *confiance* et, sortant de leur léthargie du désespoir, elles élargissaient peu à peu leur programme. Il fallait du temps pour que leurs « humbles remontrances » du début devinssent des exigences révolutionnaires.

Pierre KROPOTKINE

Extraits de La science moderne et l'anarchie, 1913, chapitre XV.

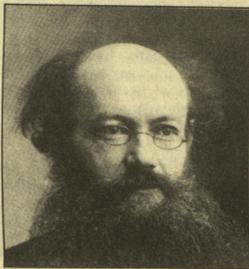
« Une loi de la nature »

Nous avons beaucoup entendu parler dernièrement de la méthode dialectique que les social-démocrates nous recommandaient pour élaborer l'idéal socialiste. Nous n'admettons pas du tout cette méthode, qui, d'ailleurs, n'est acceptée dans aucune des sciences naturelles. Au naturaliste moderne cette « méthode dialectique » rappelle quelque chose de bien ancien, de vécu et, heureusement, d'oublié par la science depuis bien longtemps. Aucune des découvertes du XIX^e siècle — en mécanique, en astronomie, en anthropologie — n'a été faite par la méthode dialectique. Toutes ont été faites par la méthode inductive — la seule méthode scientifique. Et puisque l'homme est une partie de la nature, puisque sa vie personnelle et sociale est aussi un phénomène de la nature, au même titre que la croissance d'une fleur ou qu'une évolution de la vie en sociétés chez les fourmis et les abeilles, il n'y a donc pas de raison pour que, en passant de la fleur à l'homme ou d'un village de castors à une cité humaine, nous abandonnions la méthode qui jusqu'alors nous avait si bien servis, pour en chercher une autre dans l'arsenal de la métaphysique.

Les lois naturelles

La méthode inductive que nous employons dans les sciences

naturelles a si bien prouvé son pouvoir, que le XIX^e siècle a pu faire avancer les sciences en cent années plus qu'elles ne l'avaient fait auparavant pendant deux mille ans. Et lorsqu'on commença, dans la seconde moitié du siècle, à l'appliquer à l'étude des sociétés humaines, on ne se heurta



nulle part à un point où il fût nécessaire de la rejeter, afin de retourner à la scolastique médiévale ressuscitée par Hegel. Il y a plus. Lorsque des naturalistes, payant un tribut à leur éducation bourgeoise, voulurent nous enseigner, en prétendant se baser sur la méthode scientifique du darwinisme : « *Ecrasez quiconque est plus faible que vous : telle est la loi de la nature !* », il nous fut facile de prouver, par la même méthode scientifique, que ces savants faisaient fausse route : qu'une loi pareille n'existe pas ; que la nature nous enseigne tout autre

chose ; et que leurs conclusions n'étaient nullement scientifiques. Il en est de même pour l'affirmation qui voulait nous faire croire que l'inégalité des fortunes est « une loi de la nature », et que l'exploitation capitaliste représente la forme la plus avantageuse d'organisation sociale. C'est précisément l'application de la méthode des sciences naturelles aux faits économiques qui nous permet de prouver que les prétendues « lois » des sciences sociales bourgeoises — y compris l'économie politique actuelle — ne sont nullement des lois mais de simples affirmations, ou bien des suppositions qu'on n'a jamais essayé de vérifier.

Le but de la science

Ajoutons encore un mot. La recherche scientifique n'est fructueuse qu'à condition d'avoir un *but* déterminé : d'être entreprise avec l'intention de trouver une réponse à une question nette, bien posée. Et chaque investigation est d'autant plus fructueuse que l'on voit mieux les relations qui existent entre la question que l'on se pose et les lignes fondamentales de notre conception générale de l'univers. Mieux elle rentre dans cette conception générale, plus facile est la solution. (...)

KROPOTKINE

Les intertitres sont de la rédaction.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

MEMPHIS SLIM

Mort d'un bluesman

D'ABORD comme il l'avait dit dans la passionnante interview qu'il avait donnée à *Soul Bag* (1), « Peter n'était ni le prénom de mon père, ni le mien, mais lui l'avait adopté comme deuxième nom. Le mien est John L., et non Len qui est venu de l'école où on n'acceptait pas les prénoms alphabétiques. » Et par sur le bec de ceux qui croyaient que Memphis Slim s'appelaient vraiment Peter Chatman !

Né le 3 septembre 1915 à Memphis, mort le 23 février 1988 à Paris, le pianiste et chanteur de blues

Memphis Slim a été longtemps l'archétype du musicien de blues comme avant lui Big Bill Broonzy.

C'est d'ailleurs dans l'orchestre de celui-ci qu'il débuta dans les années trente : ça s'appelaient le Chicago Five, il y avait Big Bill au chant et à la guitare, Punch Miller à la trompette, Buster Bennett à l'alto, Memphis Slim au piano et Judge Riley à la batterie.

Après la guerre c'est la période des big bands avec des cuivres (ses faces de cette période ont été récemment rééditées sur la marque anglaise ACE), puis le rencontre

avec l'« étincelant » guitariste M. T. Murphy. Puis, dans les années soixante, c'est le blues revival où il se produit seul ou avec son compère, le bassiste chanteur Willie Dixon. Dans ce souvent soit-disant « retour aux sources », où tout un

chacun abandonnait guitares électriques et batterie pour retrouver le son acoustique « originel », Memphis Slim a su s'adapter sans se renier.

Sa production discographique est prolifique (2), du très bon, du bon, mais jamais de médiocre. Après son établissement définitif en France, dans les années soixante, il s'était adapté un peu à ce que le public attendait de lui. Mais à chaque fois on était emporté par l'enthousiasme et le feeling qui transcendaient la technique !

Peu avant sa mort, il avait fait une tournée aux Etats-Unis avec son vieux compagnon M. T. Murphy, et enregistré un excellent disque sur la marque américaine Antone's. Avec lui c'est un grand nom qui disparaît, mais le blues vit encore !

THIERRY
 (« Blues en liberté »)



(1) *Soul Bag n° 108* (hiver 1986). *Soul Bag c/o C.L.A.R.B.*, 25, rue Trézel, 92300 Levallois-Perret.

(2) Une émission spéciale de « Blues en liberté » lui a été consacrée, sur Radio-Libertaire 89.4 MHz, le mardi 8 mars 1988.

C.O.O.

Le Celestial Communication Orchestra est un orchestre de 25 musiciens de jazz dit « post-contemporain ». Parfois qualifié de « curiosité » (*Télérama*), ou encore « les musiciens les plus allumés de Paris » (7 à Paris). Le Celestial d'Alan Silva fait donc partie des spectacles vivants et l'intérêt d'un spectacle vivant c'est d'être vu vivant.

Impossible en effet de capter sur sillon l'instant où le maître d'œuvre choisit le soliste (chaque solo n'est fixé à l'avance). Chaque musicien est calé sur ses starting-block, le regard prêt à saisir le moindre geste. Les spectacles du C.O.O. — car c'est bien de spectacle dont nous parlons — se suivent sans jamais se rassembler.

De ses longs doigts souples, Alan Silva modèle et module l'inspiration de ses musiciens, structure la masse d'énergie dégagee par ces 25 personnalités. Aller voir un de leur concerts, c'est entrer dans l'arène, participer à l'instant présent.

I. F.

Au Dunois, 28, rue Dunois, 75013 Paris (métro Nationale), les 13 et 20 mars à 19 h 30 (prix des places : 80 F).

PEINTURE

Le dernier Picasso

PICASSO, en tant que phénomène, peut jeter de la poudre aux yeux ou agacer, et ceci conduit le plus souvent à mal apprécier ou juger son œuvre. Mais le peintre que nous sommes invités à (re)découvrir, du 18 février au 16 mai 1988, au centre Georges-Pompidou, donne l'étrange impression d'être un inconnu.

Expliquons-nous : on reconnaît Pablo Picasso dans chacune des très nombreuses toiles de l'exposition ; c'est bien son trait, son œil, ce sont ses couleurs, ses thèmes, sa folie, son humour... Visages, corps de femmes, personnages, mises en scène, parodies sont signés, indéniablement. Pourtant, si ce sont les mêmes œuvres, ce n'est pas le même peintre. Ce Picasso, circonscrit entre 1953 et 1973, n'est pas celui du musée Picasso ; il réussit, — mais est-ce dicible ? — à faire craquer les limites de son propre personnage, à anéantir le culte qui lui aurait été rendu comme trop tôt.

Du début à la fin de l'exposition, il y a un fil conducteur : le visiteur ne défile pas, passif, devant une série de chef-d'œuvre consacrés, mais il parcourt un itinéraire, découvre une œuvre, avec ce que cela suppose de secret, de mystérieux derrière l'éclat des formes et des couleurs, de grave derrière l'humour et le grotesque, de profond derrière l'évident.

Enfin, on se pose sur Picasso peintre des questions simples et naïves en sentant que la réponse ne nous appartient pas, qu'elle ne se résume pas au mot génie, ni à son goût du scandale, ni à sa personnalité si riche et déroutante... mais qu'il incombera au siècle à venir, en retraçant notre histoire de l'art de mieux comprendre, et plus finement, la place et le rôle d'un tel peintre dans notre siècle.

Grâce à cette exposition, il est possible qu'un malentendu se dissipe au sujet du peintre, mais aussi de la création (la sienne et celle des autres) : l'artiste n'est pas tant celui qui expérimente de nouvelles formes, qui invente un langage, promulgue une révolution esthétique, produit des chef-d'œuvre... que ce travailleur acharné qui conquiert pas à pas sa liberté intérieure, pour lui-même et pour le monde, s'obstinant à la recherche du signe absolument juste, n'hésitant pas à se répéter inlassablement, pour que jaillissent une lumière, un accent, une ligne, une couleur qui sont et resteront inimitables...

Florence GUILLAUME

Exposition Picasso, 18 février au 16 mai 1988, au centre Georges-Pompidou.



CINÉMA

« La vie est un long fleuve tranquille »

APRÈS avoir servi assez longtemps dans la publicité — avec talent, paraît-il —, Etienne Chatiliez nous donne avec ce premier film une œuvre cinématographique sacrément bien réussie. *La vie est un long fleuve tranquille* raconte l'histoire et la vie de deux familles dans une petite ville du nord de la France. Deux familles que rien ne destinait à se rencontrer. Et pourtant...

Les Groseille vivent dans un immeuble planté à côté d'un coron, dans le quartier populaire de la ville. Le chômage, l'électricité coupée, l'alcool, la délinquance. Une existence sordide entre *Détective* et la télévision. Dans l'extrême confort de leur petit hôtel particulier, les Le Quesnoy mènent une vie tranquille. Des gosses polis et bien éduqués chez les curés, une bonne, le week-end au Touquet et monsieur, directeur à l'E.D.F.

Un jour, les deux familles vont apprendre qu'à la maternité la sage-femme a inversé les deux nouveau-nés d'un soir de Noël. La gentille Bernadette Le Quesnoy est en fait une petite Groseille. Quant à Momo Groseille, le spécialiste du système D (et des sacs des mémés), il est

l'authentique rejeton des Le Desnoy. Du coup, l'existence et la tranquillité des deux familles vont être un petit peu bouleversées par ce fâcheux incident. Leur vie va cesser d'être un long fleuve tranquille.

Etienne Chatiliez dresse dans ce film un portrait peu flatteur de la France et des Français des années quatre-vingt. Le regard qu'il pose sur les gens et sur leur vie est impitoyable. Son rire est souvent ironique, parfois cynique et grinçant. Chatiliez dénonce la connerie de ces différentes existences. Si son jugement sur les adultes est définitif, il filme avec chaleur et tendresse tous les enfants pour qui la vie va devenir un combat.

Avec ce scénario original (écrit en collaboration avec Florence Quentin), des acteurs et des actrices tous inconnus — à part la participation de Daniel Gélin — et le regard lucide et critique de sa caméra, Etienne Chatiliez donne une empreinte nouvelle au cinéma d'aujourd'hui. Une grande réussite. Un film à voir. En attendant avec impatience le tournage et la sortie du prochain Chatiliez.

Pascal DIDIER

PEINTURE

Valérie Teneze

Après une expérience avec la groupe « Point 4 » où il y avait une volonté de faire évoluer, voire changer, les rapports du public avec les œuvres d'art, Valérie Teneze revient à la peinture avec une démarche plus individuelle. Elle a dépassé le stade de la recherche, qui marque tous les débuts de carrière artistique. Ainsi, on trouvera une grande unité dans son œuvre. Dans sa peinture aux couleurs pastels la violence est absente, les représentations sont réduites à l'essentiel. Aucun décor superflu, et chaque œuvre laisse une impression de rationalité étonnante. Sa pratique sur différents supports évoque les travaux de certains artistes bruts authentiques et entiers. A regarder ces peintures qui sortent des racines de la terre, on retrouve un peu de ses origines.

Une peinture pleine d'authenticité et de réalisme, avec un regard un peu naïf qui aide le spectateur à retrouver un équilibre.

André ROBERT

Exposition à la galerie « Tendances grises », 159, rue Saint-Charles, 75015 Paris, du 10 au 26 mars 1988. Galerie ouverte tous les jours de 14 h à 19 h.

Il y a vingt ans...

POURQUOI l'idée même de révolution, de rupture ou de changement un tant soit peu radical a-t-elle aujourd'hui tant de mal à accrocher ? A apparaître comme légitime ? A être crédible ?

Est-ce le fait des mutations sociales et sociétaires qui ont eu lieu depuis vingt ans dans les pays occidentaux ? De la crise ? Du réformisme ? Du consensus ?

Est-ce la conséquence d'une pression idéologique conservatrice et réactionnaire sans précédent ? Du vide généré par l'effondrement d'une conception de la révolution dominée par le marxisme ? De l'impissance des révolutionnaires, et parmi eux des anarchistes, à mordre théoriquement et pratiquement sur le réel ?

La lutte de classes finira-t-elle par dégager le ciel de l'histoire de tous ces mirages ? Après la pluie, le soleil de la révolution brillera-t-il de nouveau ? Serait-ce là la même révolution que celle que nous avions dans le cœur hier ?

Telles sont quelques-unes des questions que se pose le groupe « Il y a vingt ans... maintenant ! », un groupe largement hétérogène dans sa composition, et dont la seule ambition est de réfléchir l'histoire de ces vingt dernières années en ne faisant l'économie d'aucun questionnement, et en faisant le pari que la révolte contre le vieux monde a tout à gagner à oser l'aventure de sa propre révolution.

Telles sont quelques-unes des questions qui seront abordées tout

au long de cette année, à l'occasion de conférences ou de journées thématiques qui auront lieu à la maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Jean-Marc RAYNAUD et Thyde ROSELL membres du collectif « Il y a vingt ans... maintenant »

Calendrier des prochaines rencontres : 11 mars 1988, à 18 h 30, une conférence de « présentation du projet » avec A. Badiou et M. Benasayag ; 23 avril 1988, de 10 h à 18 h, une journée psychiatrie et politique, avec J.-P. Foye, M. Denasayag et B. Gravier ; 19 mai 1988, à 19 h 30, « La cassure des structures de l'Etat en Argentine », avec Raoul Sciarretta.



RAYMOND BARRE

« Raymond la science »

LA tortue, Barzy l'ours, l'éléphant Babar et le professeur... Non, ce n'est pas le titre d'une fable de Jean de La Fontaine mais quelques sobriquets de Raymond Barre. En sept ans, il a su faire oublier sa morgue et son impopularité, et ce Hardy sans Laurel apparaît aujourd'hui comme un personnage tout en rondeur et humoristique. Derrière cette façade se cache plutôt un M. Thiers sûr de lui, hautain et autoritaire. Mais parlons à la découverte de ce politicien et rappelons par la même occasion quelques étapes de sa carrière.

De la Réunion à Matignon

Le petit Raymond est né le 12 avril 1924 à Saint-Denis-de-la-Réunion, au sein d'une famille aisée. Son père, René Barre, est directeur d'une petite société d'import-export comme il y en a tant dans les « colonies ». Il fera faillite, sera arrêté, emprisonné et jugé pour faux et usage de faux. Acquitté, le père de Raymond devra s'exiler à Madagascar et sa famille ne le reverra plus. Le boycott de la bourgeoisie réunionnaise marquera certainement le jeune garçon qui remportait tous les prix d'excellence et d'instruction religieuse. Et lorsque le Barre actuel préfère le gratin du savoir à celui de l'argent ou épingle l'« establishment », on peut se demander si ce n'est pas dû à de vieilles cicatrices.

L'étudiant suit à Paris les cours de l'agrégation de droit, est diplômé de Sciences-Po, et commence une carrière d'enseignant interrompue par J.-M. Jeanneney (ministre de l'Industrie de 1959 à 1962) qui le nomme directeur de son cabinet. Après avoir participé à de nombreuses commissions, notamment à l'aménagement du territoire (1963) et au centre de revenus et des coûts

(1966), une carrière de haut fonctionnaire international s'ouvre devant lui et on retrouve Raymond Barre vice-président français de la commission unique des communautés européennes (1967-1972).

Nommé membre du conseil général de la Banque de France en 1973, il participe la même année aux travaux de la Commission trilatérale. En 1976, il devient ministre du Commerce extérieur dans le ministère de Jacques Chirac. Désirant relancer le mouvement gaulliste en perte de vitesse, songeant à sa carrière politique et en conflit avec le président de la République (Giscard d'Estaing), Chirac annonce avec éclat la démission du gouvernement.

Barre devient Premier ministre le 25 août 1976 et restera à ce poste jusqu'au 13 mai 1981. Giscard le présente alors comme « le meilleur économiste de France » (et du Liechtenstein, ajoutera *Le Canard enchaîné*, révélant les investissements de celui-ci à l'étranger). Au cours de ces cinq années, il pourra largement démontrer l'étendue de ses talents. Lancement son « programme de lutte contre l'inflation » en septembre 1976, Raymond Barre demande trois ans pour réussir. Qu'en fut-il ?

Meilleur économiste...

« La France vit au-dessus de ses moyens », affirme-t-il et le ton est donné : blocage (momentané) des prix, contrôle des revenus, limitation du crédit, quelques impôts et des majorations de charges sociales pour réduire les déficits du budget de la Sécurité sociale. En fait, Raymond Barre veut juguler l'inflation en diminuant la consommation des Français ; pour cela il souhaite avant tout réduire leur pouvoir d'achat.

Le libéral Barre sait être autoritaire... pour les travailleurs : le pouvoir d'achat des salariés est bloqué dans les secteurs publics et privés pendant tout le premier semestre de 1977. L'évolution des salaires réels est d'ailleurs significative : 1976, + 4,3% ; 1977, + 2,6% ; 1978, + 3% ; 1979, - 0,1%. Le taux d'épargne des particuliers s'en ressent puisque, de 17,8% en 1977, il passe à 16% en 1978 et à 15,5% en 1979. La rigueur donc !

En revanche, pour les entreprises, ce sont des cadeaux : libération des prix (en 1980), des marges commerciales (en 1980), gel des impôts sur les bénéfices, prêts à taux avantageux pour les P.M.E., baisse de la T.V.A., relance de la Bourse pour permettre aux entreprises d'y trouver des capitaux, mesures fiscales en faveur des investissements... Mais les entreprises françaises n'investiront pas et ne se risqueront pas à affronter la concurrence sur le marché extérieur.

En septembre 1979 (soit la date fatidique des trois ans), un sondage I.F.O.P. donne moins de 30% de « satisfaits » du Premier ministre et près de 60% de « mécontents ». Les chiffres sont d'ailleurs là (même si le second choc pétrolier peut offrir un semblant d'alibi) pour marquer l'échec.

• Chômage : en juillet 1976, 950 000 personnes sont inscrites comme demandeurs d'emploi ; fin mai 1981 : 1 800 000 (soit près du double). Le 26 avril 1977, pour camoufler l'augmentation du chômage, Raymond Barre lance son « plan bis » : il s'agit de remettre de jeunes chômeurs en apprentissage... peu rémunéré. Ainsi naissent les « stagés Barre », début de la politique de précarisation du travail qui aboutira sous les gouvernements socialistes à débloquer les « archaïsmes sociaux » (comme disent cer-

tains), en remettant en cause les acquis ouvriers par le travail temporaire, l'intérim et les divers stages. On peut penser que, dès cette époque, le « bon » Babar entrevoyait déjà l'intérêt de s'attaquer aux « rigidités salariales ».

• Prix : en 1976, + 8,6% d'augmentation ; en 1980 : + 13,6%. Entre-temps, jamais la hausse des prix n'a pu être ramenée au-dessous de 10% l'an.

• Commerce extérieur : en 1976, la France connaît un déficit de la balance import-export de 20,9 milliards ; en 1980, ce chiffre est de 62 milliards. En fait, après une période, de 1977 à 1979, où la balance commerciale tend à s'équilibrer (- 10 milliards en moyenne), c'est brusquement le gouffre de 1980.

Quel homme est-il ?

En ajoutant à ces chiffres le déficit chronique du budget de l'Etat, on constate que, pour le moins, le « meilleur économiste de France » a failli à sa tâche. Dès lors, on comprend son besoin de se faire oublier, avant un éventuel retour sur la scène politique : ainsi s'explique en grande partie son refus de la cohabitation en mai 1981. Cette stratégie d'apparaître comme un recours : cultiver sa différence tout en soutenant la majorité, préparer le terrain grâce aux réseaux R.E.E.L. et se présenter comme l'« homme au-dessus des partis », pourrait être payante pour les élections présidentielles. Il a, du moins, réussi à faire jeu égal avec Chirac dans les sondages.

Le 20 mai 1981 a lieu le dernier conseil des ministres de Giscard d'Estaing : ambiance de fin de règne, un homme (qu'on a prié sans façon de rester aux vestiaires pour la campagne électorale qui vient de

s'achever) salue les journalistes par ces mots : « Vous aurez l'occasion de me revoir... ». Obstiné, têtue, sûr de lui, Raymond Barre l'est sans conteste. Tellement conscient de sa supériorité intellectuelle qu'il a du mal à cacher une attitude hautaine, méprisante, professorale, malgré le tort que celle-ci peut faire à un candidat. Avant tout, c'est un « mandarin », un universitaire : voyez comme il enseigne docement et patiemment aux mauvais élèves (de bonne volonté mais pas très doués) que sont les Français, quelques rudiments de sa science.

Raymond la Science, oui... mais aussi Raymond le voyageur car cet homme n'arrête pas de voir du pays et de citer l'étranger. On retrouve ainsi le haut fonctionnaire international et l'habitué des travaux de la Commission trilatérale qui regroupe tous ceux qui comptent, en Europe mais aussi au Japon et aux Etats-Unis, dans la vie économique et politique.

En revanche, il n'aime pas la foule (la multitude), se sent mal à l'aise avec les journalistes lorsque ceux-ci ne savent pas rester à leur place (écouter le professeur !) et se montrent trop dissipés, trop enclins à susciter la « petite phrase » assassine. Monsieur Barre préfère les « socioprofessionnels » : commerçants, artisans, syndics, membres de telle ou telle corporation... Certes, aujourd'hui, il tente de se montrer sous un autre jour : faut bien plaire aux électeurs ! Alors, comme à Ajaccio où il a poussé la chansonnette, il suit les directives de ses conseillers : « On m'a recommandé de faire le con. Eh bien, je fais le con ! ».

Pascal BEDOS
(Gr. Sacco-Vanzetti)

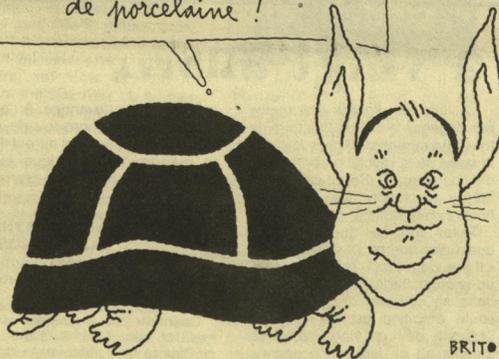
Les soutiens de Raymond Barre

« Je ne suis pas un homme d'ouverture. Je n'ai pas l'esprit de parti. Je veux un Etat impartial au service de tous. » (Raymond Barre)

UNE demi-vérité, un gros mensonge et deux attaques... Tant que Barre fut chef du gouvernement, on a pu constater au service de qui l'Etat est dans notre société (cf. article

MONSIEUR BARRE ENTRETIENT LE SUSPENSE...

...et bientôt je vous fais l'éléphant dans un magasin de porcelaine !



ci-contre). Mais en visant l'Etat-P.S. et l'Etat-R.P.P., il reste conforme à son image de responsable se situant « au-dessus des partis ». Raymond n'est pourtant pas un homme seul, certains le soutiennent sincèrement, d'autres beaucoup moins...

• Les réseaux R.E.E.L. Créés pour populariser le « message » de Barre en 1984, ils se sont dissous au sein des comités de soutien. Plutôt clubs que parti politique, ils regroupaient de jeunes technocrates et des « socioprofessionnels ». Le Parti républicain (P.R.) et le Centre des démocrates sociaux (C.D.S.) craignaient qu'ils ne deviennent un

tôme » payée par un ministère, spot « ir-réel » sur une radio amie, etc. Ce sont quelques-unes des « facéties » de François d'Aubert, député de la Mayenne, porte-parole de Barre à l'Assemblée, trésorier occulte des réseaux (cf. *Canard enchaîné* du 13 janvier 1988). Ancien président : Charles Millon.

• Les hommes de Barre. Outre Charles Tillon et François d'Aubert, citons encore Pierre-André Wiltzer, Philippe de Villiers (ancien secrétaire d'Etat à la culture, pourfendeur de la loi Veil, qu'il retrouve aujourd'hui dans les comités de soutien), et Philippe Mestre parmi les principaux. Ce dernier, ami d'Alexandre de Marenches (ancien patron de la D.G.S.E.), espérait succéder à celui-ci si Giscard avait remporté les présidentielles de 1981. Une anecdote à son sujet : pendant les événements étudiants de 1986, il a réussi le tour de force de parler de l'université à des jeunes barristes sidérés, sans aborder le sujet d'actualité brûlant.

• Les partis de l'U.D.F. : P.R. et C.D.S. Au début, l'engagement des « léotardiens » a été plutôt tiède car le patron avait des visées. Aujourd'hui, c'est le grand amour malgré la phrase — maintenant oubliée — de Gérard Longuet (ministre des P et T, ancien d'Occident) comparant Barre au général Boulanger. Quand au C.D.S., le soutien franc du début semble laisser apparaître quelques tentatives pour négocier un après-1^{er} tour. De plus, il y a de l'eau dans le gaz, entre le P.R. et le C.D.S. (élection de Lille-Ouest). Un beau panier de crabes !

• Des patrons, tel que Gattaz (ancien président du C.N.P.F.), qui choisissent Barre. Cet ex-patron des patrons a bien fait rigoler en dénonçant récemment « l'effondrement de la compétitivité de notre économie » qui se mesure « à la balance des échanges extérieurs ». Oubliant les 60 milliards de déficit, en 1980, dus au cher professeur... il a noté que les échanges avaient été « négatifs de 11,5 milliards l'an passé. Or cette balance avait été positive de 35 milliards en 1986, de

90 en 1985 et de 103 en 1984. » Tout à la joie d'attaquer Chirac, il en oublie que les socialistes étaient précédemment à Matignon, Gattaz, barriste... socialiste ?

• Comités de soutien. Ils regroupent maintenant tout ce beau monde, pour le pire et surtout pour le meilleur car il ne restera plus grand monde si Chirac remporte les éliminatoires de la droite. A la soupe !

P. B.

Demandez le programme

« On fait beaucoup de promesses. Puis le résultat de l'élection est acquis. S'il est favorable, on se rend compte que ce n'est pas la même chose de faire des promesses et de les tenir... » (Raymond Barre).

LE Barre « responsable » essaye donc de ne pas trop promettre, mais c'est difficile pour Barre « candidat » de ne pas satisfaire tous les corporatismes. Disons qu'il promet moins que d'autres ! Son programme tourne autour de quatre axes :

1. Une confédération européenne (sept propositions) : une politique et un système monétaire de réserve communs ; nommer une personnalité à la tête du secrétariat politique européen ; constitution d'un pôle de défense ; augmentation de 2% des dépenses de recherche dans la C.E.E. ; « croiser » les systèmes de formation ; créer une télévision européenne et un service civil de coopération).

2. Une société ouverte, fondée sur la liberté et la solidarité (réforme fiscale d'ensemble, revenu social garanti, aide sociale personnalisée, doublement par étapes de l'allocation parentale pour le 3^e enfant).

3. Un Etat impartial (!).

4. Une économie performante.

Veux pieux et libéralisme tempéré se mêlent. Mais pour construire une économie performante, le président Barre ne s'y prendra pas autrement que lorsqu'il était Premier ministre. Il aura sans doute plus de facilités car le paysage social a bien changé, grâce à la gestion socialiste (résistances syndicales abattues, « dégraissage » de l'économie...).

P. B.